



Ensemble pour un avenir meilleur de nos villes

10 ans



“Les 10 ans de CILG VNG International : une rétrospective”, retrace le fonctionnement des 10 premières années du Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale Innovante, filiale de la région MENA de l’agence de coopération internationale de l’association des communes néerlandaises (VNG International). A travers les programmes d’assistance technique développés durant dix années d’action en Tunisie, en Libye et dans d’autres pays de la région MENA, une connaissance et un savoir-faire spécifique à l’accompagnement des processus complexes de transition vers des systèmes de gouvernance locale se sont constitués. Cette publication met en perspective l’action de CILG-VNG International et apporte un éclairage sur les activités les plus emblématiques, guidant le lecteur à travers l’histoire et l’évolution du Centre et les transformations de la gouvernance locale dans la région MENA.



Immeuble IRIS, 3^{ème} étage rue du Lac Malären, Tunis, Tunisie
Tel : +216 71 860 245 / +216 71 860 243 / Fax : +216 71 860 242
Email : cilg@cilg-international.org - Site web : www.cilg-international.org

Les 10 ans de
CILG-VNG International
Une rétrospective
2012 - 2022

**Les 10 ans
de CILG-VNG
International
Une rétrospective**

FILIALES DE VNG INTERNATIONAL DANS LE MONDE

VNG

Association des Municipalités Néerlandaises
Fondée en 1912 à La Haye

VNG International

Agence de coopération internationale, filiale de l'Association des Municipalités Néerlandaises
Fondée en 1993 à La Haye
VNG International, met en œuvre des programmes dans plus de 39 pays
www.vng-international.nl

CILG-VNG International

Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale Innovante, filiale de VNG International dans la région MENA
Fondé en 2012 à Tunis
www.cilg-international.org

MEPCO

International Advisory Center of Municipalities, Ltd
Fondé depuis 2014 en République Tchèque
www.mepco.cz

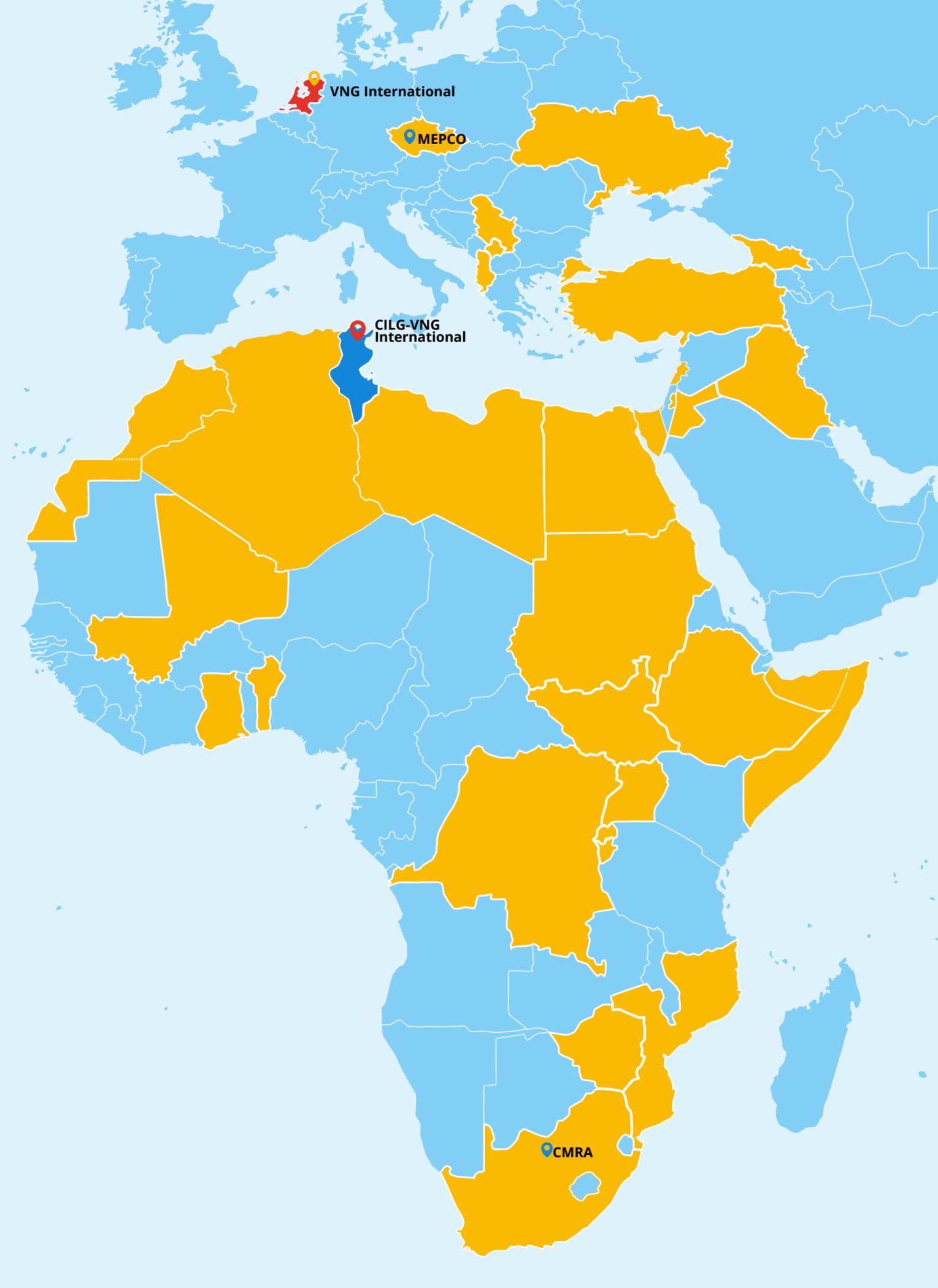
CMRA

Center for Municipal Research and Advice
Fondé en Afrique du Sud
www.cmra.org.za

The Hague Academy for local Governance

L'Académie de La Haye pour la gouvernance locale a été créée par VNG International avec le soutien de la municipalité de La Haye.
www.thehagueacademy.com

 Project Office





SOMMAIRE

Preface: Dr Neila Akrimi, Directrice Générale de CILG-VNG International	10
Entretien avec Peter Knip, Directeur de VNG International	14
Panorama de CILG-VNG International	18
Domaines d'intervention	18
A propos de VNG International	19
Domaines d'expertises	20
Notre équipe	24
Notre vision	24
L'approche de CILG-VNG International dans le soutien aux processus de décentralisation dans la région MENA	26
Impact des politiques et action en faveur du leadership féminin et de la gouvernance inclusive dans les activités de CILG-VNG International	28
Rétrospective des 10 ans de CILG-VNG International	32
2012-2014: Le temps du démarrage et de l'accompagnement de l'éveil de la gouvernance locale dans la région MENA	37
Projets en cours, perspectives et priorités pour l'avenir	104
Résultats des programmes et projets en Chiffres	109
Publications et guides disponibles en ligne	111
Liste des sigles et abréviations	112
Partenaires de CILG-VNG International	113

Dr. Neila Akrimi

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR DES VILLES INCLUSIVES ET ATTRACTIVES

CILG-VNG International a vu le jour en 2012, après un processus de concertation avec les autorités tunisiennes et un certain nombre de communes « foyers de la révolution », suite au changement de régime politique de 2011. Cette concertation a mis en évidence que la décentralisation et le renforcement de la gouvernance locale étaient des conditions incontournables pour la transition démocratique et la réduction des fractures territoriales, institutionnelles et sociales qui avaient engendré les révoltes sociales pour la justice et la dignité de 2010/2011. L'initiative a été soutenue avec enthousiasme par VNG International, engagée à l'époque depuis près de deux décennies dans de nombreuses régions du monde, dans le soutien aux pouvoirs locaux pour l'émergence d'une gouvernance locale démocratique et inclusive et un développement économique local.

La nouvelle Constitution tunisienne et plus particulièrement son chapitre VII, consacre en janvier 2014, les principes de la décentralisation et du renforcement du pouvoir local. CILG-VNG International a assisté et appuyé le processus de sa rédaction et apporté son appui à ses partenaires aux niveaux national et local pour l'opérationnalisation de la réforme de décentralisation, notamment aux côtés du Ministère en charge des Affaires Locales et de l'Instance de Prospective et d'Accompagnement du

Processus de la Décentralisation. Le centre a également appuyé la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT)^[1] dans son action en faveur des principes de la décentralisation et de la gouvernance locale inclusive et participative.

Le centre a par ailleurs assuré une assistance technique et facilité les consultations ayant contribué à l'élaboration de la loi électorale locale et du nouveau Code des Collectivités Locales en 2018, ainsi qu'un ensemble de textes d'application qui sont venus consacrer les principes de la décentralisation, de la démocratie participative, de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la participation des jeunes. Il a enfin contribué à la mise en place d'outils de planification globale, sectorielle et locale, participative et inclusive, à travers ses différents programmes^[2].

L'action de CILG-VNG International a été appuyée en permanence par de précieux partenaires de coopération qui se sont relayés ou qui ont conjugué leurs efforts pour faire aboutir les objectifs et résultats des actions déployées depuis dix ans : le Ministère des Affaires Étrangères des Pays, l'UE, DANIDA, l'AMC ... ainsi que les associations de communes comme VNG International et la FCM.



Dr Neila Akrimi
Directrice Générale de CILG VNG International
& Senior manager VNG International à La Haye

« Je vois l'avenir non pas comme un processus hors de notre contrôle, mais comme une projection que nous pouvons façonner pour le mieux grâce à un effort inclusif, authentique, concerté et collectif »

Principaux acquis, réalisations et produits des programmes issus de l'action de CILG-VNG International avec ses partenaires

Parmi les acquis nous citons principalement la permanence de l'action de CILG-VNG International au cours de ces 10 dernières années malgré l'évolution, voire l'instabilité du contexte politique, institutionnel et socio-politique qui a amené le Centre à ajuster, renégocier et réviser ses actions et à innover dans ses pratiques et ses modes d'intervention.

Nous citerons également le travail de renforcement des capacités communales et des organisations locales de la société civile, de plus d'une cinquantaine de communes tunisiennes et d'une trentaine en Libye ainsi que d'une cinquantaine d'associations locales dans les domaines de la gouvernance locale inclusive, le leadership municipal, le leadership féminin, la planification urbaine stratégique et durable, intégrant les ODD, le développement économique local, le fonctionnement des commissions municipales : égalité entre les sexes, femmes et familles, jeunesse... ainsi que la programmation et la gestion de dizaines de projets municipaux sensibles au genre et à la jeunesse, la gestion des crises, en plus du développement d'outils de planification et de gestion municipales comme les guides de gestion, les bases de données, les SIG, les Stratégies de développement et Chartes de Villes et de manière plus spécifique les stratégies et chartes d'égalité

femmes-hommes et les Chartes Jeunesse dans la gestion des affaires locales.

Il faut également rappeler l'importance des prestations d'appui aux partenaires nationaux, notamment les ministères en charge des Collectivités Locales et de la décentralisation, des Affaires de la Femme, de la Jeunesse, de la planification, de l'Équipement et de l'Habitat et plus récemment de l'Environnement et les organismes publics, tels que la FNCT, pour accompagner les réformes et l'intégration du genre dans leurs activités.

Ces actions d'appui ont permis :

- de mettre en place avec le CREDIF et le MFFES, le Comité National pour la Promotion de l'Égalité entre les femmes et les hommes dans la Gestion des Affaires Locales. Il s'agit d'un comité multi acteurs de veille, d'alerte et de lobbying pour l'intégration de l'égalité de genre dans la législation et les politiques publiques qui a élaboré une Charte nationale à cet effet et fait un important travail de lobbying pour accompagner des lectures genre ayant abouti à l'introduction de nouvelles dispositions dans la loi électorale, le CCL, le projet de CATU, les Lois des Finances...
- d'accompagner la FNVT devenue FNCT en 2020, pour renforcer ses capacités de mobilisation de la voix des communes, de lobbying pour l'affirmation du pouvoir local, de renouvellement de ses structures en 2019/2020,

[1] Actuelle FNCT, Fédération Nationale des Communes Tunisiennes

[2] Programme d'Appui à la Gouvernance Locale Démocratique (2011-2014), PAGUDEL I et II, PLMI, IDEMA, PEC en Tunisie et en Libye, ISAL, LLPP.

de l'égalité entre les élus et les élues, notamment à travers la création du Réseau des Femmes Élues Municipales le 8 mars 2020 et d'une commission de l'égalité femmes-hommes parmi les 6 commissions rattachées à son bureau exécutif.

- d'établir des conventions de collaboration avec ses partenaires nationaux (ministères, IPAPD, FNCT, CREDIF)

Aujourd'hui, force est de constater que des difficultés ralentissent la transition vers la démocratie et le développement du pays et de ses territoires locaux.

Près de quatre ans après les premières élections municipales libres, la décentralisation en est encore à ses balbutiements, les relations entre le pouvoir local et les structures déconcentrées de l'État sont loin d'être optimales et le décalage entre les attentes des citoyennes et les réalités du terrain est important, de même que le décalage entre les attentes des élu.e.s et le comportement des citoyens.

La situation ne s'est pas améliorée depuis 2020 avec la crise sanitaire et la crise économique et sociale qui ont entraîné une baisse drastique des finances publiques et locales et une baisse des revenus des ménages et des entreprises économiques. Cette crise multiforme a affecté le fonctionnement des institutions de l'État et des instances élues aux niveaux national et communal et a touché particulièrement les populations vulnérables et marginalisées, notamment les femmes et les jeunes qui ont vu un ralentissement de leur accès aux processus de décision et à la vie économique et sociale. Par ailleurs, malgré une législation favorable à la parité et à l'égalité de genre, les femmes ont continué à faire l'objet de discriminations et de violences dans les sphères de la vie politique et institutionnelle.

Rôle de CILG-VNG International dans le renforcement de municipalités attractives et le développement économique local

Pendant longtemps, les collectivités locales ont été quasi-exclues des systèmes de développement économique. Non seulement leurs ressources sont limitées, mais également leur positionnement vis-à-vis des acteurs économiques – publics comme privés – et leur rôle dans les processus décisionnels est resté mineur. Aujourd'hui, ce constat ne cadre plus avec les enjeux de la gouvernance locale et ne correspond

plus aux impératifs de dynamiser les régions les moins développées. L'équité territoriale doit passer inéluctablement par l'empowerment des acteurs locaux et des capacités réelles à promouvoir un développement local susceptible d'exploiter les avantages comparatifs et compétitifs de chaque territoire.

Conscient de ces challenges, CILG-VNG International a œuvré pour un rôle plus significatif des communes en termes de développement économique. Trois modes d'action ont ici été privilégiés. Le premier étant le cadre programmatique. Sans vision, et sans stratégie locale portée par les acteurs du bas, il serait difficile de mener une politique de développement local. C'est pour cette raison que des Stratégies de Développement de Villes, des Stratégies de Développement Économique et des Bases de Données Économiques Locales ont été préparées pour les communes partenaires. Le second mode est celui de la gouvernance du développement économique. L'objectif était d'assurer un cadre de concertation local regroupant l'ensemble des acteurs – institutionnels, privés, et associatifs – pour réfléchir collégialement aux défis économiques et définir ensemble les pistes d'action. Baptisé « Business Forum », ce cadre entend rendre plus efficient et inclusif le processus décisionnel autour du développement à l'échelle locale. Troisième mode d'action, celui de la réalisation de projets locaux qui découlent des plans d'action des stratégies préparées et qui mettent en œuvre des collaborations fructueuses entre collectivités et autres acteurs locaux, pour une meilleure exploitation du potentiel local et une amélioration de l'employabilité, surtout celle des jeunes et des femmes.

Quels sont les principaux enjeux et défis actuels en matière de gouvernance locale auxquels CILG-VNG International entend contribuer à relever ?

CILG-VNG International continuera à appuyer le processus de décentralisation en tenant compte du contexte politique, social et économique en Tunisie et dans la région MENA en contribuant à la mise en place des conditions effectives de son opérationnalisation, notamment en matière de promulgation des textes de loi et de renforcement des moyens techniques et financiers des Collectivités Locales.

CILG-VNG International appuiera les efforts déployés par ses partenaires aux niveaux national et local pour

relever les défis actuels, en mettant à leur disposition son expertise et ses programmes. Ils se focaliseront sur la nécessité de renforcer de manière significative son appui au processus de décentralisation et au renforcement des capacités des municipalités à planifier leur développement et à gérer les affaires locales dans un contexte de crise sanitaire et de crise des finances publiques et des ressources locales. A cet effet, CILG-VNG International a entrepris :

- l'auto-évaluation de tous ses programmes afin de les revisiter et d'apporter aux communes partenaires plus de moyens financiers et logistiques, de meilleures capacités de planification et de gestion et les outils méthodologiques et pratiques appropriés pour gérer la crise,
- l'accompagnement du renforcement des capacités de résilience des territoires et de leurs populations en préconisant une évaluation et une veille stratégique des situations sanitaires, naturelles, climatiques et sécuritaires, en mettant en place des systèmes d'information et en élaborant de manière participative, avec les principaux acteurs concernés, des stratégies et plans d'action pour y faire face.

CILG-VNG International continuera par ailleurs de favoriser les échanges, la concertation et la négociation afin d'établir des consensus sociaux et des ententes partenariales entre collectivités locales, acteurs publics, privés et associatifs, autour de Chartes de valeurs territoriales à vocation globale et spécifique (genre, jeunesse), de stratégies de développement de villes, d'une Charte du Droit à la Ville, de plans de développement local et de Plans d'Investissement Communaux, (PIC), sur une base participative et l'engagement contractualisé des différentes parties prenantes, à l'instar de ceux développés dans le PAGUDEL, le PLMI, le programme IDEMA, le PEC.

CILG-VNG International continuera aussi à favoriser les échanges régionaux intermaghrébins autour des questions municipales. La région du Grand Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie, Libye et Egypte) fait face à un contexte mouvant dû aux défis des transitions démocratiques que ces pays traversent ainsi que les réformes institutionnelles que les dirigeants politiques et cadres des administrations centrales et locales ont envisagées et partagées autour de la question de la

décentralisation selon les processus différenciés qui ont été engagés. La crise pandémique à laquelle le monde entier fait face a malheureusement engendré des impacts néfastes sur la situation économique et sociale dans la région. Dans ce contexte, une coopération renforcée entre les pays du Maghreb au niveau local présente une grande valeur ajoutée pour trouver des solutions durables.

À cet égard, les conclusions de la réunion de Durban, tenue en Novembre 2019, en marge du congrès mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), impliquant les représentants des collectivités locales. Maghrébines et facilitée par la CGLU-Afrique, en collaboration avec la VNG International et CILG-VNG International, ont mis en relief l'importance de poursuivre la réflexion sur une modalité de collaboration maghrébine entre les collectivités territoriales afin de définir une vision conjointe et une feuille de route permettant de mieux explorer le potentiel régional maghrébin.

Dans l'esprit de continuité et de persévérance, CGLU-Afrique et la VNG International ont organisé un webinaire le 16 mars 2021 pour mener les discussions portant sur la lecture des défis et opportunités du Maghreb, sur le rôle que les collectivités territoriales peuvent jouer pour optimiser le potentiel régional et se concerter sur la mise en place d'une plateforme régionale pour le renforcement des communes du Maghreb en tant que vecteur du développement de la bonne gouvernance, et notamment animer les échanges pour le renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour des municipalités efficaces et attractives, tout en encourageant le réseautage entre communes maghrébines dans le cadre de la coopération décentralisée autour de projets communs et d'une vision partagée. Une deuxième édition de cette plateforme sera annoncée lors de la réunion annuelle de Africités au Kenya en mai 2022.

Enfin, CILG-VNG International déploiera tous ses efforts pour appuyer la relance de l'économie locale et le renforcement de l'inclusion sociale, mise à mal par l'exacerbation du chômage, de la pauvreté et des difficultés d'intégration de groupes sociaux pourtant majoritaires et dotés de compétences mais marginalisés, notamment les femmes, les jeunes et les populations à besoins spécifiques.

Entretien avec Peter Knip, Directeur de VNG International

BÂTIR UN MEILLEUR FUTUR EN RENFORÇANT LE GOUVERNEMENT LOCAL DÉMOCRATIQUE



Peter Knip
Directeur de VNG International

« Grâce à nos projets dans plus de 30 pays, nous contribuons à développer la vie des citoyens en soutenant leurs efforts pour améliorer la capacité de gouvernance de leurs communautés. Notre mission, construire un avenir meilleur en renforçant les gouvernements locaux démocratiques dans le monde entier, VNG International veut contribuer à ce changement positif »

Peter Knip est le Directeur de VNG International, l'Agence de coopération internationale de l'Association des Municipalités Néerlandaises (VNG) depuis 1989. Il est aussi le Président de la Fondation « The Hague Academy for Local Governance » et préside le groupe de travail pour « Le renforcement des capacités et des Institutions » de CGLU, l'organisation mondiale des pouvoirs locaux. Il a conçu, développé et mis en œuvre de nombreux programmes et projets nationaux et internationaux dans le domaine des réformes de l'administration locale, la décentralisation et la coopération internationale décentralisée. Il a une très longue expérience dans la gestion des projets, la formation, ainsi que l'éducation et le travail de recherche. Le renforcement des capacités des associations des municipalités et des instituts de formation pour les pouvoirs locaux, ont toujours été l'activité centrale de son travail de conseil international. La promotion de l'autonomie locale et l'action municipale pour la paix, les droits de l'homme et la réduction de la pauvreté, ont toujours été dans son ordre du jour. Il a consacré sa carrière au renforcement de la gouvernance locale dans le monde entier, que ce soit dans le cadre de programmes locaux de consolidation de la paix en Europe de l'Est ou au Moyen-Orient, de la coopération internationale entre municipalités ou de programmes internationaux pour le renforcement des capacités des gouvernements locaux.

A l'occasion de la célébration des dix ans de CILG-VNG International, Peter Knip nous a fait l'honneur de répondre à cet entretien.

1/ Vous avez une longue expérience de la coopération internationale, impliquant en particulier les autorités locales: quelle importance revêt la coopération internationale aujourd'hui, notamment pour les pouvoirs locaux ?

Notre monde est confronté à d'énormes défis : le changement climatique et la pollution, le fossé grandissant entre les riches et les pauvres, la migration, les conflits violents et bien d'autres encore. La civilisation humaine est plus que jamais fortement liée et les peuples et les États sont désormais mutuellement dépendants. Nous réalisons de plus en plus que nous ne pourrions relever les défis de la civilisation humaine que si nous coopérons au niveau international. C'est pourquoi il est crucial que les États nationaux adoptent collectivement, dans le cadre des Nations Unies, les objectifs mondiaux de développement. Il s'agit d'un programme commun à l'ensemble des pays du monde pour atteindre des objectifs de développement

concrets pour un monde meilleur d'ici 2030. Les autorités locales, en tant que niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, sont indispensables dans ce processus pour mettre en œuvre les mesures politiques concrètes requises et pour impliquer le plus grand nombre possible d'acteurs locaux dans ce mouvement visant à rendre notre monde meilleur pour tous.

2/ Vous dirigez l'agence de coopération VNG International, l'une des plus anciennes organisations de pouvoirs locaux, travaillant dans le domaine de l'appui à la gouvernance locale dans de nombreux pays : quel rôle les filiales de VNG International dans le monde devraient-elles jouer plus efficacement pour construire un monde meilleur pour tous ?

Les organisations affiliées et les bureaux locaux de VNG, ainsi que les départements internationaux d'autres

associations nationales de municipalités doivent prendre conscience qu'ils font partie de la communauté mondiale des collectivités locales. Leur "raison d'être" est de fournir des services au secteur des collectivités locales dans les pays où ils travaillent. Plus ils seront en mesure d'écouter et de répondre aux besoins spécifiques des municipalités et de soutenir leur processus d'unification au sein d'une association nationale, plus ils pourront contribuer efficacement au renforcement du secteur des collectivités locales. Et en renforçant un gouvernement local capable et démocratique dans un pays, ils contribuent à un avenir meilleur pour les citoyens.

3/ Vous avez travaillé sur de nombreux programmes de coopération, quels sont les défis les plus saillants que les autorités locales sont amenées à affronter aujourd'hui dans ce domaine ?

Les collectivités locales, en tant que niveaux de gouvernement les plus proches des citoyens, sont partout confrontées à d'énormes défis. Permettez-moi d'en mentionner trois principaux :

- Tout d'abord, de nombreuses collectivités locales ne disposent pas des ressources financières suffisantes pour assumer le rôle qu'elles devraient jouer. Les gouvernements centraux décentralisent souvent les tâches et les compétences sans fournir le financement nécessaire.

- Deuxièmement, les municipalités ne parviennent pas toujours à fournir aux citoyens les services comme promis et parfois elles ne fournissent pas les mêmes services. Cela est dû en partie à l'insuffisance des finances et des capacités, mais parfois aussi à la sous-performance des politiciens et des fonctionnaires locaux.

- Troisièmement, et c'est peut-être l'un des principaux défis de la période à venir, il y a une méfiance croissante à l'égard des structures gouvernementales dans de nombreux pays, qui se concentrent sur le renforcement des communautés. Créer une communauté dans laquelle la diversité est acceptée et protégée, où le gouvernement local est responsable et où les droits des personnes sont pleinement respectés.

4/ En tant que Directeur de VNG International, vous avez suivi de près le démarrage et les programmes menés par CILG-VNG International pendant ses dix dernières années d'activités : quel bilan tirez-vous de l'expérience spécifique de ce bureau régional ?

D'après ce que je peux voir, CILG a pu être un véritable partenaire pour les collectivités locales dans une période très mouvementée et complexe. Grâce à son expertise en matière de gouvernance locale, il a aidé de nombreuses municipalités individuellement, mais aussi le développement de la fédération nationale des communes en Tunisie et en Libye. Il a même contribué de manière significative à l'amélioration du cadre juridique dans lequel

les municipalités doivent travailler. CILG a fourni d'excellents services dans de nombreux domaines politiques relevant des compétences municipales, du développement économique local, de la gestion des déchets, en passant par la participation des citoyens et les politiques de genre.

5/ Est-ce que vous envisagez d'ouvrir d'autres bureaux dans la région MENA ? Pensez-vous qu'il y a un modèle de gouvernance locale spécifique à cette région et est-ce que les projets de CILG-VNG International ont permis de développer des connaissances spécifiques dans ce domaine ?

À l'heure actuelle, nous n'avons qu'un seul bureau en Tunisie, qui fournit également des services à la Libye et à l'Algérie. Nous avons, en outre, des bureaux locaux en Égypte, en Palestine, au Liban et en Irak. La situation des collectivités locales dans tous ces pays est très différente et dans de nombreux cas, l'autonomie en est encore à ses débuts. Cela dit, j'observe une grande énergie au niveau local dans l'ensemble de ces pays où les citoyens se lèvent et, en tant que représentants de leur communauté, veulent s'investir dans l'avenir et le bien-être de leurs concitoyens. Je suis sûr que l'expertise accumulée par CILG sera utile pour de nombreux pays de la région, mais aussi pour de nombreuses années à venir en Tunisie car la construction de structures démocratiques n'est jamais terminée. Elle requiert chaque jour une attention nouvelle !

6/ Quels sont à votre avis les actions les plus importantes sur lesquelles CILG-VNG International devrait agir aujourd'hui et dans l'avenir ?

J'ai tendance à dire que le personnel du CILG est mieux à même de répondre à cette question que moi. La directrice, Neïla Akrimi, est toujours très positive quant à l'expertise et aux talents des personnes avec lesquelles elle travaille. Ainsi, de mon point de vue néerlandais, qui croit en la capacité des personnes à faire ensemble de bons choix au niveau local, je suis convaincu que vous serez en mesure, en étroite consultation avec vos partenaires et les parties prenantes, de choisir la bonne orientation pour la période à venir.



Panorama de CILG-VNG International

Le Centre international de développement pour la gouvernance locale innovante (Center for Innovative Local Governance) est le bureau régional pour la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), filiale de l'agence de coopération internationale de l'association des communes néerlandaises (VNG International).

CILG-VNG International a ouvert son bureau à Tunis en 2012 avec pour objectif d'assurer des services de conseil en développement auprès des institutions internationales et nationales. Spécialisé dans la gouvernance et le développement local, le centre assure des services de conseil en politiques et stratégies publiques.

CILG-VNG International contribue à l'accompagnement des réformes du processus de décentralisation en cours dans la Région MENA et assure le renforcement des capacités des autorités nationales, des administrations locales et régionales en mettant l'accent sur les communes, tout en stimulant l'implication des communautés et des initiatives associatives dans les processus décisionnels locaux. Favorisant l'approche d'attractivité des villes, dans l'ensemble de ses missions, le centre fait la promotion de l'égalité de genre dans la gestion des affaires locales et appuie les politiques locales inclusives. CILG-VNG International soutient diverses formes de partenariat (intercommunal, Partenariat Public Privé (PPP), public-société civile et la coopération transfrontalière).

Bénéficiant de l'expertise de l'organisation Néerlandaise VNG-International, de plus de 28 ans d'expérience en appui à la gouvernance locale dans de nombreux pays et bénéficiant du savoir-faire centenaire de la VNG (Association des Communes Néerlandaise), CILG-VNG International compte parmi ses partenaires stratégiques, la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT).

CILG-VNG International s'efforce de maintenir un haut niveau qualitatif dans tous les aspects de son travail, c'est ainsi que depuis septembre 2021, le centre a obtenu la certification ISO 9001 (2015), pour les activités de management de projets et programmes de conseils, d'appui et de renforcement de capacité dans les domaines des stratégies et politiques publiques, la gouvernance et le développement régional et local.

Réussir avec efficacité dans l'accompagnement des processus complexes, l'amélioration continue de ses performances et la satisfaction de ses partenaires est au cœur de la politique du centre.

Les activités du CILG-VNG International ont été financées depuis sa création par les Ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur des Pays-Bas, du Canada et du Danemark, l'Union Européenne, le PNUD, la GIZ, la BAD et la BM.

Domaines d'intervention

Les domaines de compétences de CILG-VNG International assurent la mise en œuvre de programmes d'assistance technique, en s'appuyant sur l'expérience existante, en encourageant l'innovation et les meilleures pratiques relatives aux gouvernements locaux et les organismes connexes, pour aboutir :

- à l'élaboration et la mise en œuvre des réformes publiques sur la **décentralisation** ainsi que la conduite des processus d'échange et de débat sur ces réformes.
- au **développement et renforcement des autorités, des administrations et des acteurs de la société civile** qui travaillent activement à **l'échelle locale**, notamment sur les questions de **planification stratégique**, de fourniture de **services locaux et de gouvernance participative** via la mise en place de diverses formes de partenariat telles que **la coopération intercommunale, la coopération transfrontalière et le partenariat entre les collectivités locales et le secteur privé-société civile.**
- à l'identification, la réalisation et l'évaluation de **projets économiques de développement local inclusif** permettant aux citoyens d'obtenir le meilleur de leurs communautés.

A propos de VNG International, l'Agence de Coopération Internationale de l'Association des communes néerlandaises

VNG International est une organisation qui assure annuellement la gestion d'une soixantaine de projets et programmes axés sur la décentralisation et le renforcement des capacités de l'administration locale. VNG International soutient les communes, leurs associations et les instituts de formation dans les pays en voie de développement et les pays en transition.

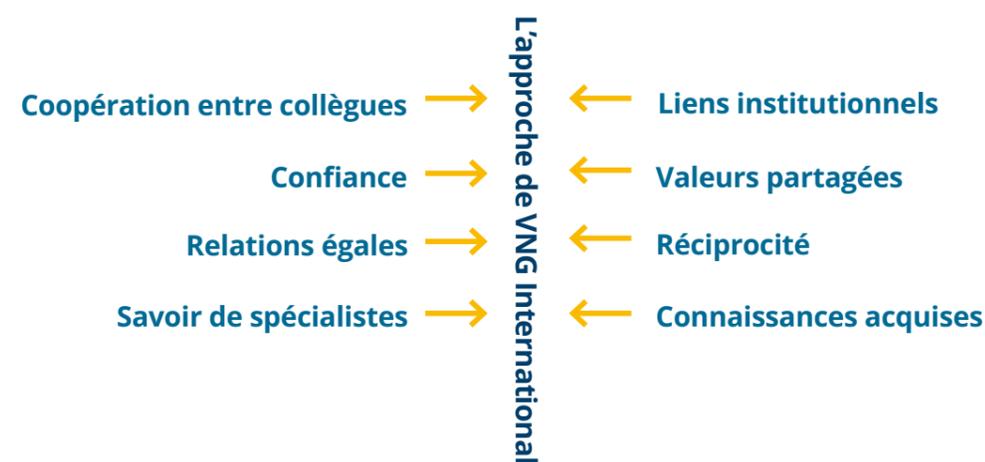
Fortement enracinée dans les pouvoirs locaux, VNG International fait appel au savoir-faire technique spécialisé du personnel communal et à l'expérience de maires, de conseillers municipaux et de cadres locaux communaux. Cet assemblage d'expériences technique et politique est souvent une condition essentielle du renforcement des pouvoirs locaux.

VNG International a été fondée en 1993 pour valoriser l'expérience des communes des Pays-Bas et de leur association, VNG. L'organisation mère, VNG, a été établie en 1912, elle représente les intérêts des 390 communes aux Pays-Bas, et compte plus de 300 employés et les ressources d'une vaste expérience. C'est maintenant l'une des plus anciennes et des plus puissantes associations de communes au monde. VNG International est établie au quartier général de VNG, où elle bénéficie du savoir, de l'expérience et des installations de VNG. L'organisation compte 40 employés à La Haye et des équipes dans 14 bureaux de projets internationaux. De plus, VNG International peut faire appel à des experts en matière d'administration locale, à travers un vaste réseau de professionnels tant aux Pays-Bas qu'à l'extérieur. L'agence dispose de trois filiales, établies en étroite collaboration avec les associations des pays respectifs, en République Tchèque, Afrique du Sud et en Tunisie.

En partenariat avec CGLU avec le soutien de la municipalité de La Haye, VNG International a fondé l'Académie pour la gouvernance locale de La Haye.

Le travail de VNG International est financé en partie par les Ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur des Pays-Bas, l'Union européenne, la Banque mondiale et diverses agences de l'ONU.

Site web : www.vng-international.nl



Domaines d'expertise

Notre champ d'expertise couvre les thématiques suivantes :

Accompagnement des processus de réforme de décentralisation

- Assistance à l'élaboration des feuilles de route et des systèmes de monitoring,
- Assistance à la préparation des contenus technique et juridique,
- Réalisation de consultations,
- Lecture genre des propositions de réforme.

Renforcement des associations de communes et réseaux d'élus

- Renforcement institutionnel des associations de communes,
- Renforcement institutionnel des réseaux de femmes élues,
- Réalisation d'actions de plaidoyer.

Planification stratégique et développement territorial

- Stratégies de développement des villes (SDV),
- Visions stratégiques de développement local,
- Profils territoriaux de communes nouvellement créées.

Amélioration des services urbains

- Aménagement des espaces publics inclusifs,
- Gestion des biens municipaux historiques,
- Plans communaux de gestion des déchets,
- Centres de coopération transfrontalière.

Développement économique local

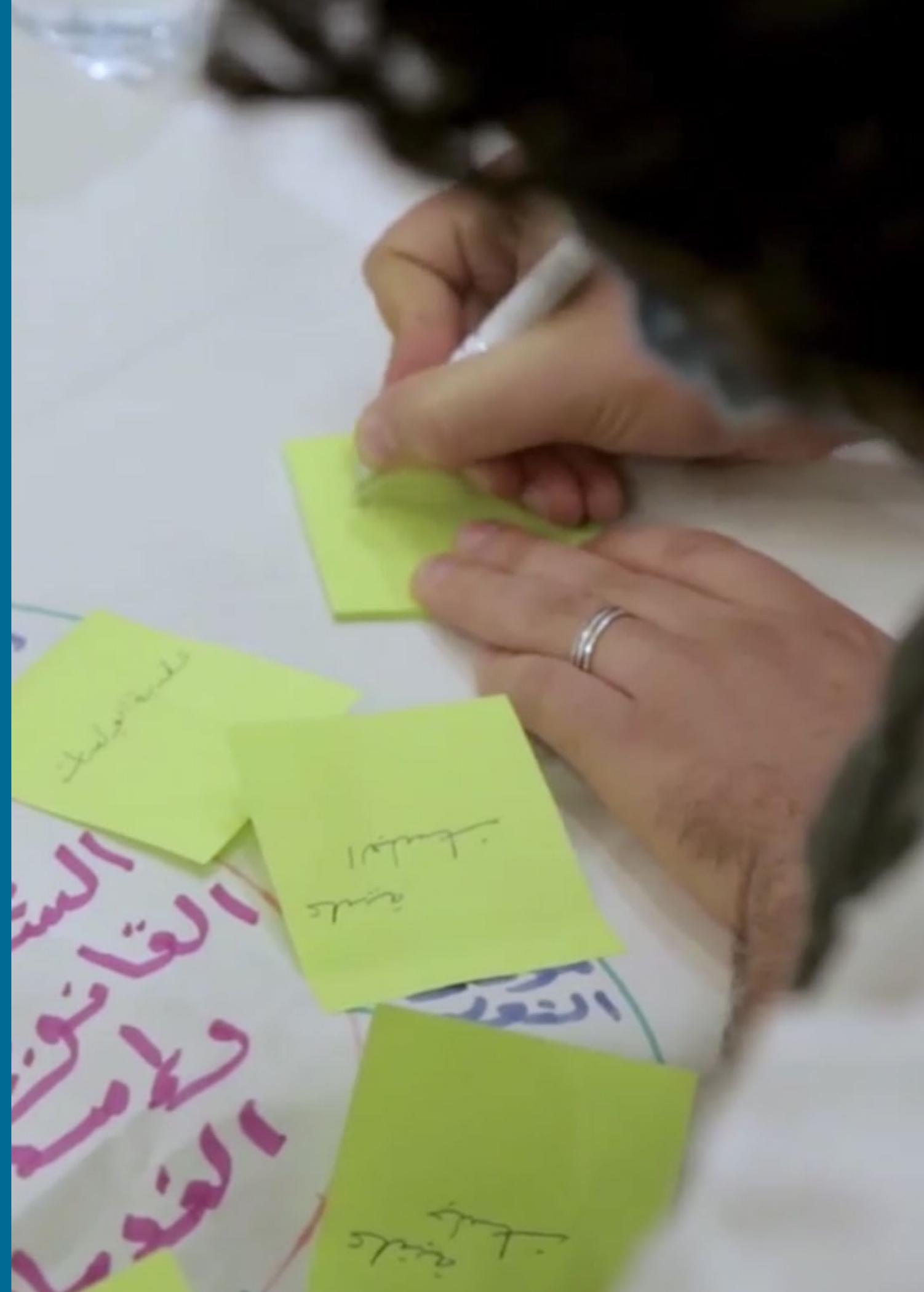
- Projets pilotes de développement économique local,
- Stratégie de développement économique (SDE),
- Business forum,
- Base de données économiques (BDD).

Digitalisation des services municipaux

- Système d'information géographique (SIG),
- Application d'optimisation du recouvrement des taxes,
- Développement des Scores Cards pour l'évaluation des performances municipales,
- One-Stop-Shop pour la gestion des permis de bâtir, des réclamations et des demandes d'accès à l'information,
- Open Data.

Gouvernance inclusive

- Chartes locales de droit à la ville,
- Centres communaux de la femme et de l'enfant,
- Réalisation d'équipements locaux inclusifs.





**/ PLUS DE 50
COLLABORATEURS**

**/ UN RÉSEAU DE PLUS DE
1000 EXPERTS NATIONAUX ET
INTERNATIONAUX**

**/ DES VALEURS ET DES OBJECTIFS COMMUNS
FAVORISANT LA DÉMOCRATIE LOCALE ET SON
ANCRAGE À TRAVERS LA GOUVERNANCE LOCALE**

Notre équipe

Partenaire de confiance des collectivités locales et des institutions nationales, CILG-VNG International offre des services et des missions de conseil et d'appui à la gouvernance urbaine démocratique et au développement économique local dans la région MENA selon une approche multisectorielle créative et innovante moyennant des stratégies opérationnelles, grâce à son équipe de plus de 50 collaborateurs et son réseau de plus de 1000 experts nationaux et internationaux.

Notre vision

Guidés par les valeurs universelles des droits humains et considérant que la dignité et la liberté ne sont possibles que par la démocratie et sa territorialisation à travers une gouvernance locale décentralisée, nous sommes convaincus que la promotion de ces valeurs ne peut être durable que si les municipalités, la société civile et les services de l'État sont préparés à une restructuration réfléchie et adaptée à leurs contextes et s'ils s'engagent, collectivement, dans la voie de la gouvernance locale.

C'est dans cet esprit que nous affichons fièrement notre engagement envers les échanges d'idées sur la façon de parvenir à une meilleure gouvernance et un développement local durable, maintenant et pour l'avenir.

TÉMOIGNAGE DE M. MOKHTAR HAMMAMI

M. Mokhtar Hammami a occupé plusieurs postes administratifs en lien avec la gouvernance locale : directeur des finances locales au ministère du Développement régional et de la Planification, directeur général des collectivités locales du ministère de l'Intérieur, directeur général du Centre de formation et d'appui à la décentralisation. Il a également été nommé président de l'Instance de prospective et d'accompagnement du processus de décentralisation au ministère des Affaires locales et de l'Environnement. Son dernier poste fût au gouvernement à partir de 2018 : Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement.

« ...J'étais à mon bureau ce matin-là, une année avant la Révolution. Comme tous les jours, je recevais des dizaines de visiteurs, action quotidienne dans le cadre de mon rôle de directeur général des collectivités locales. La directrice du CILG-VNG frappa à mon bureau. Son discours était parsemé de notions qui paraissaient en décalage total avec le contexte de l'époque : autonomie financière, transparence, redevabilité, intégration du genre... et c'était évident que ce premier contact fut fugitif et ne donna point de suite, mais il a impulsé une réflexion profonde qui ne m'a jamais quitté.

Début 2011, quelques semaines après la Révolution, elle frappa de nouveau à mon bureau pour m'informer d'un projet d'assistance technique à certaines communes de régions de l'intérieur et qu'elle comptait visiter des zones où politiciens comme décideurs se refusaient à l'époque d'y aller : Siliana, Kasserine, Sidi Bouzid... J'avais à ce moment saisi un goût de l'aventure - audacieuse - et une réelle volonté d'apporter un soutien aux communes en difficulté.

Bref, mission accomplie, puisque l'équipe a pu non seulement partir sur le terrain, mais arriver à établir des contacts et nouer des relations qui ont par la suite permis d'implémenter des projets avec des moyens modestes bien entendus, mais avec une grande conviction et beaucoup d'implication personnelle.

La décentralisation nécessite inévitablement une présence significative auprès des acteurs sur le terrain et le projet a pris son élan avec toutes les ouvertures sur les questions cruciales de notre société renouvelée : le pouvoir local d'abord, la question genre comme fondement de l'action locale, l'aménagement urbain comme facteur d'amélioration du cadre de vie et l'économie sociale et solidaire pour impulser un développement local inclusif.

Dès sa conception jusqu'à sa mise en œuvre, ce projet fut participatif inclusif, avec tout ce que comportent ces termes de sens et qui demande beaucoup d'adhésion, d'appropriation, de patience et surtout de confiance. D'ailleurs, ce type d'actions est porteur d'espoir à l'instar d'autres programmes similaires qui ont cherché à soutenir la réforme décentralisatrice engagée en Tunisie.

Merci pour l'enthousiasme de cette grande dame et de toute l'équipe qui l'accompagne ! »

DÉCENTRALISATION DÉVELOPPEMENT LOCAL
PROSPÉRITÉ STABILITÉ CONSENSUS
VILLES INCLUSIVES ATTRACTIVES RÉSILIENTES
GOVERNEMENTS LOCAUX DURABILITÉ
COOPÉRATION PLANIFICATION PARTICIPATION
LEADERSHIP CONFIANCE VALEURS PARTAGÉES
STRATEGIE INNOVATION SYNERGIE
UN AVENIR MEILLEUR DE NOS VILLES

L'APPROCHE DE CILG-VNG INTERNATIONAL DANS LE SOUTIEN AUX PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION DANS LA RÉGION MENA

Les réformes de décentralisation sont des processus complexes. Même si la forme correspond à des actes de transfert de compétences et de moyens vers des niveaux de gouvernement de proximité, il s'agit avant tout d'un changement de paradigme dans l'action publique.

Quand ces réformes prennent place dans le cadre d'une transition politique, la décentralisation devient dès lors l'un des piliers de la démocratisation et du renouvellement politico-social. Le citoyen, en tant que bénéficiaire des services et en tant que partie prenante appelée à contribuer aux processus décisionnels sur les sujets affectant son cadre de vie, est ainsi l'acteur principal autour duquel – et pour lequel – cette réforme est amorcée.

Ce constat s'applique pour la région MENA et plus précisément pour la Tunisie et la Libye. L'exclusion des territoires excentrés des dynamiques de développement, la faible participation des acteurs locaux dans la gestion de leurs Cités, l'absence de démocratie locale et le niveau des services en deçà des attentes des citoyens ont été parmi les fondements des soulèvements du début de la décennie précédente. La décentralisation, comme orientation générale visant la répartition des responsabilités entre tiers du gouvernement en faveur d'une meilleure inclusivité dans l'action publique, a rapidement gagné du terrain et figuré comme principe fondamental de la transition politique dans ces pays. La gouvernance locale s'est également imposée comme modèle de management territorial garantissant une participation élargie des forces locales. Une telle perspective ne peut aboutir que si la réforme est entendue en ces termes et qu'elle épouse l'ensemble des dimensions initiatrices de ce besoin de changement. La conduite de telles réformes n'est point aisée. Il ne s'agit pas – uniquement – de produire un contenu technico-juridique supportant les évolutions à instaurer, mais

l'enjeu est de réussir l'évolution des logiques d'action des uns et des autres.

Conscient de ces challenges, CILG-VNG International a développé une approche dédiée à l'accompagnement des processus de réforme de décentralisation et de gouvernance locale en Tunisie et en Libye. Véritable cadre conceptuel et opérationnel de son assistance technique, cette démarche se déploie selon trois axes investis simultanément, et faisant intervenir à chaque fois des acteurs divers aux attentes différenciées.

Le premier axe est celui de la production des savoirs nécessaires pour mener les réformes. Il s'agit ici de veiller à assurer que ces derniers soient produits par les acteurs eux-mêmes, et non simplement mis à leur disposition. Il est question d'accompagner les acteurs conduisant la réforme (direction générale des collectivités locales puis ministère des affaires locales en Tunisie, Ministère du gouvernement local en Libye) dans l'affinement de la définition de leurs besoins et dans la rédaction des propositions à partir du savoir cumulé au sein même de l'administration, et que les programmes d'assistance contribuent à capitaliser. Les enseignements de

l'expérience internationale sont mobilisés à partir des interrogations et des attentes exprimées par les institutions conduisant les réformes. Ainsi, à travers la mise à disposition d'experts au service des équipes de travail des administrations chargées de la fabrication de la réforme, c'est à la fois une appropriation plus marquée et des capacités renforcées dans la durée qui sont recherchées.

Le second axe de l'action de CILG-VNG International s'attache à assurer un accès unifié à l'information pour l'ensemble des intervenants. C'est que le fond des réformes de décentralisation porte en son sein des contenus techniques, juridiques et financiers qui ne sont pas toujours assez clarifiés et accessibles pour tous. Il est ainsi essentiel, pour préparer le terrain à une discussion collégiale des réformes, de garantir un niveau de connaissance adéquat pour l'ensemble des parties prenantes. Dans cette perspective, les séminaires au profit des départements ministériels, la sensibilisation des élus de l'assemblée, les séances de débats avec la société civile, sont autant d'activités menées dans ce cadre.

Le troisième axe concerne la facilitation d'un réel débat autour des questions posées. Ces débats se déploient à différentes échelles. Tout d'abord au niveau national, où il s'agit de participer à offrir un matériau technique et un cadre de concertation en mesure de faciliter les échanges entre départements ministériels, experts et universitaires, forces politiques et associations nationales. Ensuite, les débats sont prolongés au niveau régional pour toucher communes, administrations, et associations locales dans l'objectif de saisir une large palette de réactions traduisant la diversité des réalités locales et qui concourent, s'ils sont pris en charge, à faciliter l'appropriation des réformes et à accélérer leur adoption.

C'est ainsi que CILG-VNG International a veillé à contribuer à la refonte du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance locale en Tunisie. Une approche qui met le portage et la maîtrise par les institutions publiques et la contribution efficiente de l'ensemble des parties prenantes au centre de l'action.

IMPACT DES POLITIQUES ET ACTIONS EN FAVEUR DU LEADERSHIP FEMININ ET DE LA GOUVERNANCE INCLUSIVE DANS LES ACTIVITÉS DE CILG-VNG INTERNATIONAL

Pourquoi l'égalité femmes-hommes et le leadership féminin sont-ils au cœur de l'action de CILG-VNG International ?

Le centre a intégré la promotion du leadership féminin et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans ses programmes et projets dès la première année de son entrée en activité afin de tenir compte de leur impact décisif sur la gouvernance locale.

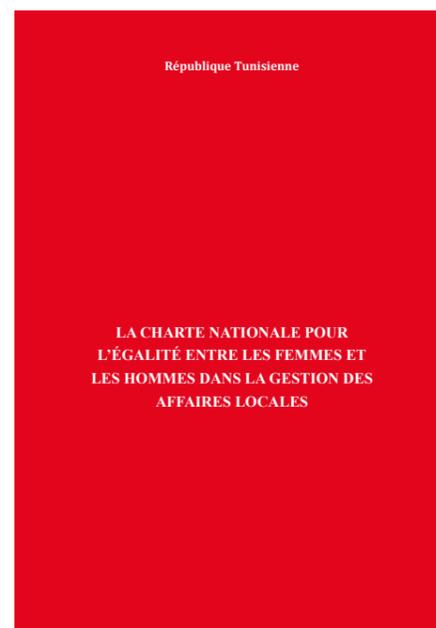
Il est en effet évident que les femmes et les hommes ont des pratiques et expériences différenciées du territoire et que l'organisation sociale et spatiale des villes impacte différemment les femmes et les hommes en raison des rôles sociaux qui leurs sont conférés et qui affectent leur accès à la décision, aux espaces et services publics, à la mobilité, à la sécurité...

L'action de CILG-VNG International pour promouvoir le leadership féminin reconnaît le rôle mobilisateur des femmes, dans les réseaux sociaux au niveau des villes, des quartiers et des familles et considère que c'est un levier de la promotion de l'égalité du droit à la ville pour toutes et pour tous, notamment le droit à :

- participer activement à la décision urbaine sur le cadre de vie et l'environnement, la qualité des transports, la gestion urbaine, l'accès à la santé, sécurité, culture, loisirs...
- bénéficier au même titre que les hommes des ressources de la ville et du développement local durable,
- circuler librement, « être dehors », en toute sécurité et tranquillité, partout dans la ville, de jour comme de nuit,
- bénéficier d'actions de prévention et de répression des violences à leur rencontre.

Le leadership féminin ouvre de nouvelles chances d'améliorer l'efficacité de l'action municipale grâce :

- à la mobilisation de l'important gisement d'expertise et de connaissances des femmes,
- à l'élargissement de la base de la participation citoyenne,
- au renforcement de la vigilance citoyenne pour un bon suivi de l'état du développement durable local.



Ayant joué un rôle actif dans les réflexions, les propositions et les débats ayant abouti à l'élaboration du chapitre 7 sur le pouvoir local dans la Constitution de 2014, de la Loi électorale et du Code des Collectivités Locales, ainsi que dans les efforts d'évaluation et d'appréciation de leur mise en œuvre, CILG-VNG International constate que les inégalités de genre dans la gouvernance locale n'ont pas disparu au cours de ces dernières années et que s'il y a 47% de conseillères municipales, on compte moins de 20% de mairesses, peu de femmes à la tête des commissions municipales stratégiques (affaires financières et économiques, infrastructures et aménagement...) et que les élues sont exposées à différentes formes de violences.

L'intégration du genre dans l'action de CILG-VNG International

Depuis sa création en 2012, CILG-VNG International contribue à l'intégration du genre dans la gouvernance locale, à travers ses différents programmes notamment : Le Programme d'appui à la Gouvernance urbaine démocratique pour la construction de la Paix dans la Région MENA, Le Programme d'Appui à la Gouvernance Urbaine Démocratique et au Développement Économique Local, PAGUDEL 1 et 2, le Programme d'Empowerment des Communes, PEC, le Programme de Leadership Municipal, PLMI, le programme Initiative pour une Décentralisation Efficace et des Municipalités Attractives, IDEMA ainsi que dans ses programmes d'appui à la gouvernance locale en Libye.

La promotion de l'égalité de genre dans la gouvernance locale et la décentralisation se fait sur la base :

- d'actions de formation genre des équipes municipales des villes partenaires, des associations locales et des partenaires nationaux (Ministères en charge des affaires locales, des femmes, de l'urbanisme, du développement économique...)
- de la mise en place d'un Comité National Pour la Promotion de l'Égalité Femmes-Hommes dans la Gestion des Affaires Locales, CNP EGAL avec le CREDIF et le Ministère de la Femme depuis 2014, sous forme de plateforme multi acteurs (ministères, FNCT, Société Civile, député, e, s, organismes de coopération...) qui a une mission de vigilance, de monitoring et d'alerte, à travers :
 - des « lectures genre » des projets de textes de Lois accompagnant la décentralisation : lois électorales, Code des Collectivités Locales, Code de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Loi des Finances, Code des Eaux, Plans de Développement Économique et Social...
 - des actions de plaidoyer et de lobbying genre,
 - le développement d'outils favorisant l'intégration du genre dans la gouvernance locale : stratégies d'inclusion des femmes dans la ville, des guides pratiques et des Chartes de Ville sensibles au genre, des Chartes d'égalité Femmes-Hommes dans la Gestion des Affaires Locales.





Les axes d'appui genre aux partenaires nationaux

CILG-VNG International appuie l'intégration du genre dans le fonctionnement et l'action de la FNCT avec un focus sur :

- l'élaboration de la stratégie genre de la FNCT et de son Plan d'Action,
- la formation genre des membres des instances dirigeantes de la FNCT et de son administration,
- l'appui au réseau de femmes élues créé le 8 mars 2020,
- l'appui au lobbying « égalité de genre et lutte contre la discrimination et la violence faite aux femmes au niveau local » en coordination avec le CNP EGAL : élues, employées municipales et des services publics locaux, membres d'associations locales...
- l'élaboration de la Charte du Droit à la Ville pour toutes et pour tous dans le cadre d'un partenariat FNCT - CILG - FCM et l'Association Tunisienne des Urbanistes.

CILG-VNG International appuie la montée en puissance du CNP EGAL à travers :

- la dynamisation de ses modes de gouvernance et l'autonomisation de la structure,
- l'accélération du monitoring genre de la législation et des politiques publiques, notamment celles ayant un impact direct sur la planification et la budgétisation sensibles au genre,
- le renforcement des plaidoyers et du lobbying genre et de plan de communication, notamment pour lutter contre les discriminations et la violence faites aux femmes au niveau local,
- le monitoring périodique de la situation du genre au niveau local, la capitalisation des bonnes pratiques et l'élaboration et diffusion de produits de connaissance.

Enfin, CILG-VNG International a renforcé au cours de ces derniers mois sa collaboration avec les ministères en charge notamment des affaires locales, de la femme, de l'environnement afin de faire face conjointement aux nouveaux enjeux et défis du développement local durable et inclusif et de l'égalité femmes-hommes dans un contexte de crises multiformes qui a un lourd impact sur le développement du pays, de ses territoires et de ses populations.

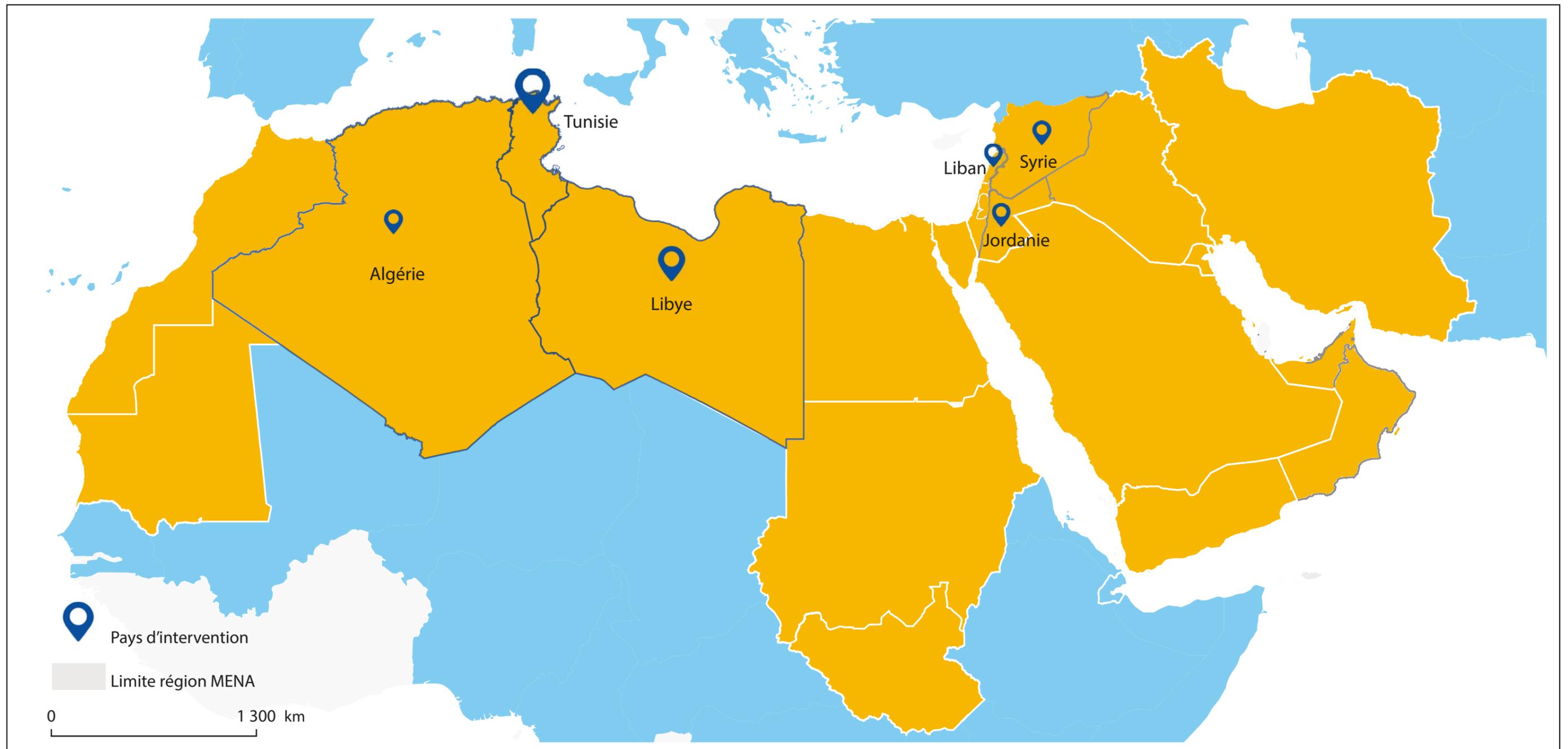
Pour la Libye, les activités de CILG-VNG International ont focalisé sur trois niveaux d'intervention :

- Renforcer le réseau des femmes élues libyennes, accompagner le renouvellement de son statut et ses capacités d'organisation, tout en accompagnant le processus d'élection de son comité directeur,
- Appuyer ce réseau dans la mise en place d'une politique de lobbying en faveur de (i) l'amélioration de la représentativité des femmes dans les conseils élus, et (ii) l'intégration du genre dans les politiques nationales et locales,
- Initiation des logiques intégratrices des besoins spécifiques des femmes dans la réalisation des projets locaux de planification et de services urbains, à l'instar de la réalisation de centres dédiés aux femmes et aux enfants ou l'aménagement d'espaces publics favorables aux usages des femmes.

Rétrospective des 10 ans de CILG-VNG International

Une décennie d'action pour le développement local

A travers les programmes d'assistance technique développés durant dix années d'action en Tunisie, en Libye et dans d'autres pays de la région MENA, une connaissance et un savoir-faire spécifique à l'accompagnement des processus complexes de transition vers des systèmes de gouvernance locale se sont constitués. Dans ce chapitre nous présentons un éclairage sur les activités les plus emblématiques et l'apport de CILG-VNG International.



NOTRE PARCOURS 2011-2022

Politique jeunesse et participation des jeunes dans les politiques publiques en Tunisie

TOGETHER FOR LOCAL SOCIAL COHESION IN LIBYA - LINATAAWAN

Improved Service Delivery and Accountability at local level (ISAL)

Appui Institutionnel au processus de la décentralisation et de la déconcentration en Tunisie (PARD-I)

Initiative pour une décentralisation efficiente et des municipalités attractives (IDEMA)

Programme pour un leadership municipal inclusif (PLMI)

Renforcer les capacités du Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Sé-niors (MFFES) et ses partenaires étatiques et non étatiques pour contribuer à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en Tunisie - dans le cadre du programme MOUSSAWAT

Programme d'Empowerment des Communes (PEC)

Libya Local Pilots Project -TOP UP

Accompagnement de la discussion du projet du Code des Collectivités Locales et l'appui à l'élaboration de ses textes d'application (CAP2D)

Elaboration de l'étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Manouba-CGDR

Programme MEDINATOUNA - Stratégies de Développement des Villes

Programme d'appui à la gouvernance et la stabilization en Libye «Libya Local Governance and Stabilisation Project»

2ème Programme d'Appui à la Gouvernance Urbaine Démocratique et au Développement Economique Local (PAGUDEL II)

Programme de renforcement de capacités des acteurs locaux pour une meilleure gestion des systèmes d'alimentation en eau potable

Casques verts (phase 3+2+1)

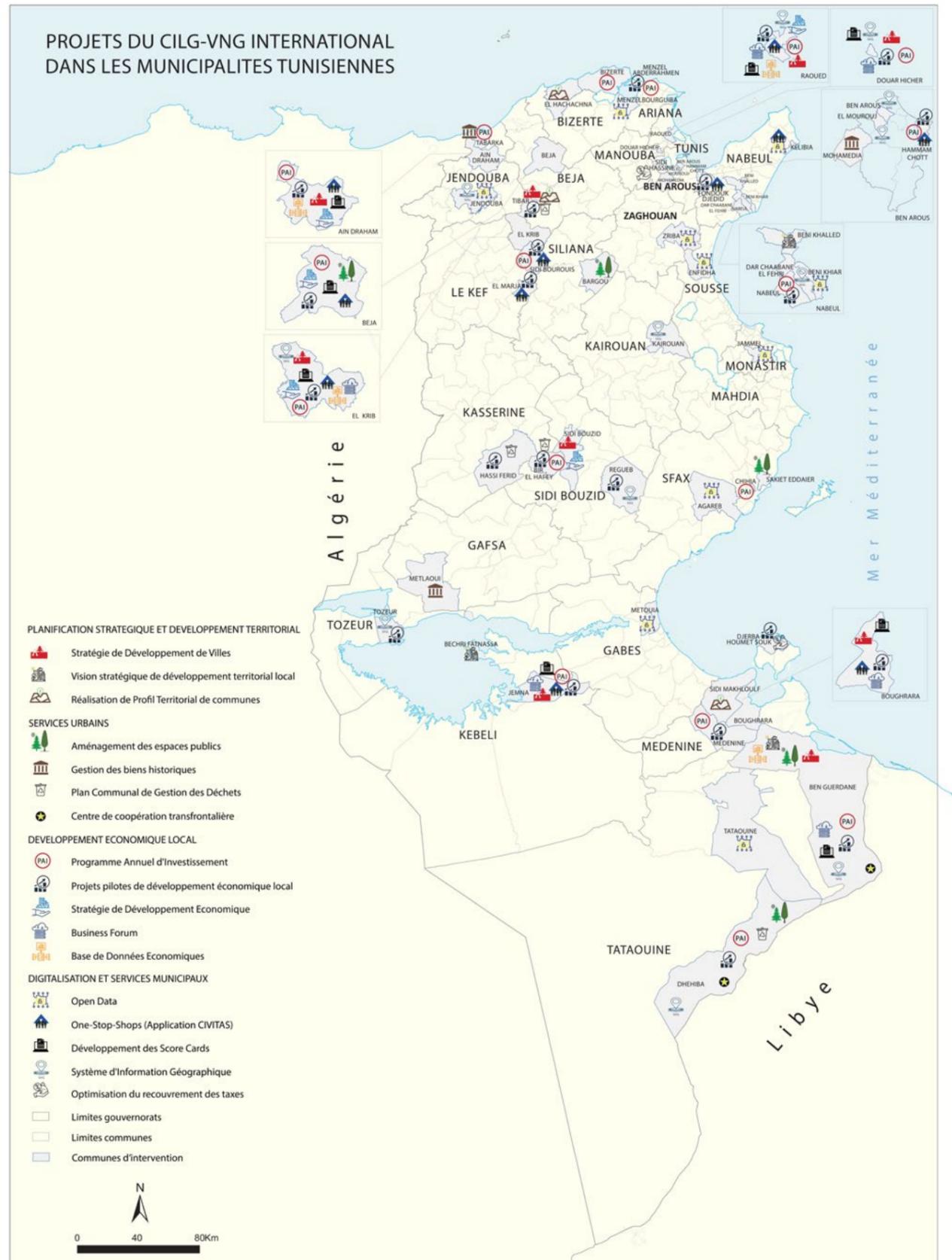
Programme d'Appui à la Gouvernance Urbaine Démocratique et au Développement Economique Local (PAGUDEL I)

Programme d'appui au développement économique local et à la création d'emplois à l'échelle locale

Projet d'appui à la restructuration de la FNCT

Appui à la gouvernance locale démocratique pour la construction de la paix dans la Tunisie et Libye





2012 – 2014 : Le temps du démarrage et de l'accompagnement de l'éveil de la gouvernance locale dans la région MENA

Pour accompagner la transition démocratique en Tunisie, VNG International a engagé dès décembre 2011, un programme « **D'appui à la gouvernance locale démocratique pour la construction de la paix dans la région MENA, Projet Pilote Tunisie** », qui s'est fixé comme objectifs de contribuer à la construction de la paix et de la stabilité en Tunisie au niveau municipal, d'œuvrer pour le renforcement du pouvoir local et son rapprochement avec la société civile locale, et de favoriser une plus grande participation des femmes et des jeunes à la vie de la Cité.

Ce premier programme a permis d'établir des relations de confiance et de partenariat effectif avec dix municipalités¹ et un grand nombre d'associations locales dans les villes de l'intérieur, principaux foyers de la révolution tunisienne. Il a également contribué au renforcement institutionnel des municipalités pour faire face à la gestion des crises à travers des actions de formation et d'assistance technique dans différents domaines (communication, environnement et espaces publics, participation des jeunes, finances, planification et gestion, gestion des crises et situation

de genre). Dans la région du Sud-Est, le programme a élargi ses activités à la zone transfrontalière et des efforts ont été déployés pour renforcer la coopération intercommunale tuniso-libyenne. Des conseils locaux de villes libyennes ont pris part à des actions d'assistance technique, initialement projetées pour des communes tunisiennes, ce qui a permis de renforcer les capacités de ces nouvelles institutions locales libyennes en charge de la gestion de leurs cités et de créer des liens directs entre les entités locales en Tunisie et en Libye, action pionnière en la matière.

Dix projets urbains pilotes, basés sur les besoins les plus urgents des communes ont été identifiés (espaces verts, centre-ville, gestion des déchets, pépinières municipales...) et élaborés selon une approche participative. Peu présents dans l'action communale, les jeunes et les femmes, sont progressivement intégrés à la vie de la Cité, encouragés par l'action du programme.

C'est pour valoriser l'impact de ce 1er programme et disposer de moyens permettant d'élargir le champ territorial et thématique de l'assistance technique, qu'a été créé en 2012, CILG-VNG International.

¹- Deux autres villes, Jendouba et Béja, ont été intégrées dans le réseau de villes partenaires à la faveur du programme « Appui au développement de l'économie locale et de la création d'emplois », soutenu par le Ministère des affaires étrangères du Royaume du Danemark.



Le PAGUDEL I et II

Durée du programme : 2013 - 2018

Financement : la coopération danoise DANIDA et le Royaume des Pays Bas

Bénéficiaires : 12 Communes - Béja, Jendouba, Le Kef, Sers, Siliana, Kasserine, Tala, Sidi Bouzid, Regueb, Ben Guerdane, Médenine et Dhehiba.

Depuis 2011, CILG-VNG International s'était fixé comme objectif d'accompagner la transition démocratique en Tunisie dans la mise en place du processus de décentralisation, l'appui à la gouvernance locale démocratique et à la création d'emplois au profit des jeunes chômeurs, la promotion du développement économique local, le soutien aux initiatives associatives, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale et le renforcement de la participation des jeunes dans la vie publique locale.

C'est dans cette optique que CILG-VNG International a développé et mis en œuvre le « **Programme d'Appui à la Gouvernance Urbaine Démocratique et au Développement Économique Local** » (PAGUDEL) (2013-2018), avec l'appui des Ministères des Affaires Étrangères Danois et Néerlandais et dans le cadre, d'un partenariat stratégique avec :

- les institutions nationales et notamment les principaux Ministères intervenant dans la réforme de la décentralisation, de la gouvernance urbaine démocratique et du développement économique et social.
- les acteurs locaux : municipalités, organisations de la société civile (OSC) et autres acteurs locaux publics et privés.

Initié en juillet 2013 en faveur de 12 communes : Béja, Jendouba, Siliana, Le Kef et Le Sers, Thala, Kasserine, Sidi Bouzid et Regueb, Médenine, Ben Guerdane et Dhehiba et d'environ 200 OSC, le PAGUDEL a fait suite au «programme pilote d'appui à la gouvernance locale démocratique» et au «programme de développement économique et de création d'emplois au niveau local» et en a consolidé les résultats.

L'objectif global du PAGUDEL I était de renforcer en premier lieu les capacités de ses partenaires nationaux et des communes en matière de gouvernance urbaine démocratique et de développement économique local et de veiller à **consolider les capacités du tissu associatif local** en matière de gouvernance, égalité de genre et participation des jeunes. En plus de ses activités sur chacune des 12 villes tunisiennes sélectionnées, le PAGUDEL a également soutenu le renforcement de la coopération transfrontalière Tuniso-Libyenne.

Pour réaliser l'ensemble des activités planifiées dans le cadre de la première phase du PAGUDEL, **CILG-VNG International a procédé à un renforcement significatif de ses ressources humaines, de sa large équipe d'experts et de son organisation interne** permettant à l'équipe de projet d'être relayée au niveau local à travers l'action des coordonnateurs locaux affectés dans les 12 villes partenaires.

Le contexte dans lequel a été mis en œuvre le PAGUDEL I a été à la fois favorable (nouvelle Constitution, lancement du processus de la décentralisation, partenariat étroit avec les partenaires nationaux et locaux et avec l'ANC, coopération intercommunale tuniso-libyenne dynamique...) mais a présenté un bon nombre de défis (situation précaire des municipalités, insécurité, procédures contraignantes pour les projets économiques...).

Malgré ces contraintes, le PAGUDEL I s'est soldé par des réalisations importantes, notamment :

En matière d'appui à la gouvernance urbaine démocratique :

- Une quinzaine de sessions régionales de formation et séminaires nationaux ont été organisés dans les domaines de la planification urbaine stratégique, la gestion des conflits et des crises, le genre et la gouvernance locale... ainsi que « l'attractivité des villes».
- Cinq espaces citoyens ont bénéficié d'études de faisabilité et deux espaces citoyens ont été co-financés par CILG-VNG International et les communes de Sers et Regueb ; un espace citoyen à Ben Guerdane a été co-financé avec le projet CoMun/GIZ.

- Trois projets favorisant la gouvernance urbaine démocratique ont été réalisés : Système d'information géographique (SIG) à Regueb, l'illumination de la Place des Martyrs à Kasserine et l'Étude de réhabilitation du parc urbain à Sidi Bouzid.
- Un plan de développement municipal (PDM) dans la ville du Kef a été initié et un guide méthodologique PDM permettant la réplique aux autres villes a été élaboré.
- Un Comité National pour la Promotion de l'Égalité entre les femmes et les hommes dans la Gestion des Affaires Locales, CNP-EGAL, fut créé et a réuni périodiquement les points focaux genre des ministères et organismes sous tutelle, des déléguées territoriales, des présidentes de délégation spéciales, des associations... Des produits ont été élaborés par le CNP-EGAL : Charte Nationale de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale ainsi que le guide d'intégration du genre dans la gouvernance locale.
- Un centre de coopération transfrontalière décentralisée tuniso-libyenne a été installé.
- 47 projets associatifs réalisés par 75 associations ont été appuyés dans les 12 villes partenaires.

En matière de développement économique local :

- Sept projets pilotes municipaux, basés sur le potentiel et les spécificités territoriales, ont été réalisés et ont permis la création de plus de 60 emplois avec une place de choix pour les femmes et les jeunes. Ces projets pilotes ont permis le recours au partenariat public-privé et à l'intercommunalité dans le gouvernorat de Siliana.
- Des tableaux de bord de gestion et des bases de données locales ont été mis en place dans les 12 villes partenaires.

Les résultats atteints par le PAGUDEL I ayant été positivement évalués par nos partenaires locaux, ainsi que par nos bailleurs de fonds, les ministères néerlandais et danois des affaires étrangères, il a été décidé d'engager une deuxième phase qui s'est étalée jusqu'en 2018 et a accompagné le processus de décentralisation, de démocratisation de la vie locale et de développement économique local.

Au cours de ces trois années, le processus de décentralisation est resté un des défis majeurs de la Tunisie avec pour enjeu la mise en place d'une gestion locale décentralisée, démocratique et effective, la préparation du pays et des collectivités locales pour les échéances électorales locales ainsi que la nécessité de relever le défi de la croissance économique et la limitation des effets de la pauvreté, du chômage et de la marginalisation de la population, particulièrement des femmes et des jeunes notamment dans les régions défavorisées.

A cet effet, le PAGUDEL II a élargi son intervention en faveur d'autres communes dont trois nouvellement créées dans le cadre de la politique de communalisation intégrale du territoire (Thibar, Laayoun, Sidi Makhlouf) ainsi que les communes de Mélaoui, Raoued et du Krib. De même, il a réuni autour de lui de nouveaux partenaires pour sa mise en œuvre notamment ceux intervenant dans le domaine de la jeunesse et celui du développement.

Durant sa mise en œuvre, le PAGUDEL II a renforcé ses efforts d'appui aux réformes institutionnelles et législatives afin d'asseoir un cadre opérationnel pour la décentralisation et la gouvernance urbaine démocratique.

Cette 2ème phase du programme a été attentive à un ciblage plus fin des zones et groupes sociaux les plus défavorisés et les plus menacés par les phénomènes de marginalisation et d'exclusion sociale. Les mouvements sociaux qui ont marqué le début d'année 2016 dans les villes intérieures du pays, ont confirmé cette urgence.

Elle a également prêté un grand intérêt au renforcement des capacités des communes et à la mise en place de dispositifs, structures et outils de soutien à l'investissement et l'emploi au niveau local, notamment dans les zones, foyers de tensions sociales.

Elle s'est enfin consacrée à la mise en œuvre opérationnelle de la gestion locale démocratique et décentralisée, la mise en œuvre de projets pilotes locaux économiques diversifiés et répondant aux attentes des opérateurs locaux et enfin le transfert des compétences-coaching des bénéficiaires et partenaires du programme via la mise en place de mécanismes pérennes de gestion locale.

Le PAGUDEL II est intervenu dans les domaines susmentionnés tout en gardant une logique horizontale en faveur de la société civile en général et plus particulièrement dans les domaines de la jeunesse, de la promotion de l'égalité femmes-hommes, du développement économique local et de la démocratie locale.





Le Programme d'Empowerment des Communes - PEC

Durée du programme : 2018 – 2021

Financement : Délégation de l'Union Européenne en Tunisie et avec le soutien du Gouvernement des Pays Bas

Le PEC, mis en œuvre par la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT) avec l'appui technique du CILG-VNG International, comme son nom l'indique s'intéresse à l'empowerment des communes en Tunisie par le biais du renforcement du rôle de la FNCT en matière de plaidoyer et de contribution au processus de décentralisation, d'assistance technique aux communes, de mutualisation des connaissances et de génération d'outils et démarches innovantes en gouvernance locale.

RÉSULTATS DU PROGRAMME :

Le programme porte sur les axes suivants :

- **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA FNCT ET PLAIDOYER AUTOUR DE LA DÉCENTRALISATION :** Appui au personnel de la FNCT, élaboration de guides, développement des outils de gestion (application réseaux, portail, open data, plateforme web d'échange sur la décentralisation).
- **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COMMUNES :** Mise en place des réseaux (SIG, recouvrement des taxes, gestion des espaces publics), développement des guides, formation, coaching et assistance technique, introduction d'approches performantes de planification et de gestion.

Le PEC a permis la restauration et la valorisation de trois (03) sites historiques exceptionnels dans le cadre du projet « Gestion des biens historiques communaux », la réalisation de deux (02) espaces publics inclusifs dans le cadre du projet « Espaces Publics conviviaux et Attractifs », la réalisation de profils territoriaux de deux (02) communes nouvellement créées, et la préparation de visions stratégiques de développement territorial local pour deux (02) communes.

Pour une meilleure gouvernance locale et participation citoyenne, le PEC a accompagné onze (11) communes dans la réalisation de leurs projets de manière participative en impliquant les tissus associatifs locaux et les citoyens. Ainsi, il a accompagné deux (02) autres communes dans la réalisation de leurs Programmes Annuels d'Investissement (PAI) inclusif.

Pour les actions d'assistance technique pour une digitalisation du fonctionnement municipal et une gouvernance locale plus inclusive et transparente, le programme a permis la mise en place de Systèmes d'Informations Géographiques dans huit (08) communes, d'une application informatique d'optimisation du recouvrement des taxes locales dans deux (02) communes et d'un système d'Open Data assurant la communication transparente des données de dix (10) communes partenaires.



Projets pilotes du programme PEC

Régénération de biens historiques dans les centres anciens de Méthlaoui, Mohamedia et Tabarka

Partout sur le territoire, les communes tunisiennes ont hérité de monuments exceptionnels de par leur valeur historique, architecturale et culturelle. Ces communes, qui souffrent d'un manque d'expérience dans ce domaine, font face au défi de préserver ces œuvres et de les inclure dans la dynamique culturelle et sociale.

C'est pour pallier ce manque d'expérience et de moyens que le Programme d'Empowerment des Communes (PEC), a inclus une composante intitulée « gestion des biens historiques communaux » qui a pour objectif de montrer que la préservation du patrimoine peut contribuer à la création de services et d'emplois, dans des secteurs différents. Et que, le patrimoine municipal tout en veillant à le préserver et le valoriser, peut être mis à la disposition de la société civile locale et des jeunes entrepreneurs pour permettre la création d'une dynamique économique et sociale.

Dans ce cadre s'inscrit les trois projets de restauration et de valorisation des biens historiques dans les centres anciens des communes de Mohamedia, Tabarka et Méthlaoui mis en œuvre par le PEC et dont l'objectif est également de capitaliser cette expérience et de la diffuser largement auprès d'autres communes.

Démarche et processus du projet

Dès la sélection des communes suite à un appel à propositions, des séances de travail et des formations ont été menées avec plusieurs intervenants (responsables communaux, société civile...). Ceci en vue d'avoir une orientation commune permettant d'adopter une démarche claire pour l'élaboration des termes de référence pour la réalisation des projets.

Un modèle innovant de gouvernance et de participation

Valoriser les richesses patrimoniales dans un lieu permet d'améliorer son attractivité et de booster son économie locale. Ainsi, afin de créer un environnement favorable à la préservation du patrimoine, de développement local, de marketing territorial porté par la population, il était essentiel de développer une dynamique autour de la participation publique et l'engagement des citoyens pour la valorisation des biens historiques de leurs territoires.

Pour atteindre cet objectif, ce projet a accompagné les communes de Méthlaoui, Tabarka et Mohamedia dans l'impulsion d'une gouvernance participative menée avec la société civile locale, faisant du marketing territorial participatif une clé de la valorisation du patrimoine communal et de renforcement des potentialités de la commune. Ce travail de participation a permis d'arrêter en concertation avec les différents intervenants les choix de réaffectation des monuments objets de ces projets comme suit :

- La restauration et l'utilisation de la Basilique de Tabarka comme un « centre culturel municipal animé en collaboration avec la société civile » dans un cadre qui respecte et met en valeur sa spécificité patrimoniale.
- La reconversion de l'église de Méthlaoui en un conservatoire de musique.
- La reconversion de l'ancien Hammem du Bey de Mohamedia en conservatoire de musique.



Programme Pour un Leadership Municipal Inclusif

Des villes pour toutes et pour tous

Durée du programme : 2019 – 2022

Mis en œuvre : Fédération Canadienne des Municipalités - FCM et CILG-VNG International

Financement : Affaires mondiales Canada

Organisme Partenaires : Ministère de La famille de la Femme de l'Enfance et des Seniors, Ministère de l'Environnement (ME), La Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT), Ministère de l'Intérieur (MI)

Bénéficiaires : 6 Gouvernorats : Grand Tunis, Bizerte, Nabeul, Siliana, Kef et Jendouba

Groupe cible : Les conseiller.e.s Municip.aux.ales, Les acteurs de la société civiles, Les membres de l'administration municipale, Le personnel et élu.e.s des partenaires nationaux

Le défi

Le PLMI cadre bien avec la Politique d'aide internationale féministe du Canada et tout particulièrement le champ d'action 5 qui porte sur la gouvernance inclusive. Ainsi le projet « aidera à renforcer le leadership des femmes et leur pouvoir décisionnel en matière de gouvernance et de gestion publique » et « appuiera les efforts et renforcera les capacités des gouvernements à tous les niveaux pour s'assurer que les services publics répondent mieux aux besoins et au potentiel des femmes et des filles » dans les communes tunisiennes ciblées.

Le PLMI répond également de manière directe à un des objectifs de l'aide canadienne au développement en Tunisie tels qu'annoncés par la ministre du Développement international et de la Francophonie à l'occasion de la conférence Tunisie 2020 de novembre 2016. Ainsi le projet a pour objectif de contribuer de manière directe à promouvoir « la gouvernance inclusive et responsable afin de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, de renforcer le respect des droits de la personne, et de favoriser la participation et la représentation des femmes dans la société tunisienne ».

Le programme PLMI

Mis en œuvre par le CILG-VNG International et la Fédération Canadienne des Municipalités et financé par Affaires Mondiales Canada (AMC) le Programme pour un leadership municipal inclusif (PLMI) en Tunisie a pour objectif ultime d'accroître l'influence des citoyennes et des élues dans la gestion des affaires locales. Pour ce faire, le PLMI travaille au renforcement des capacités de huit communes du Nord de la Tunisie en matière de livraison de services inclusifs

et sexo-spécifiques. L'accompagnement fourni vise aussi bien les conseils et administrations communales que les organisations de la société civile, en particulier les organisations de femmes.

Le PLMI travaille également à l'institutionnalisation accrue, au sein de la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT) et des instances nationales, de l'intégration du genre dans la gestion des affaires locales.

Ces diverses interventions ont permis de renforcer les capacités de plusieurs intervenants clés, de développer divers outils et de documenter certaines bonnes pratiques et leçons apprises qui pourront ensuite être partagées à l'échelle du pays.

Au niveau local le PLMI a visé :

- Une disponibilité accrue de services inclusifs et sexo-spécifiques dans les communes ciblées et ce, à travers la capacité des communes (conseils et administrations) à intégrer l'aspect genre, y compris pour un meilleur appui communal au leadership des femmes.
- Une augmentation de la capacité de ces communes à offrir des services inclusifs et sexo-spécifiques en partenariat avec la société civile, par la mise en œuvre, entre autres, d'initiatives concrètes et ce, à travers l'élaboration des plans d'action des commissions Egalité des chances et Femmes et Familles, la mise en œuvre des projets pilotes inclusifs et l'élaboration des PAI's sensibles au genre.
- Un renforcement des capacités des femmes citoyennes, appuyées par les organisations de la société civile, en particulier les organisations de femmes, à faire valoir leurs priorités.
- Les intérêts des jeunes des deux sexes, abordés de manière transversale. Ce groupe est particulièrement marginalisé et constitue une priorité pour les autorités nationales et locales ainsi que pour les organisations de la société civile.

Sur le plan national, le PLMI a visé :

- Le renforcement de la capacité de la FNCT à assurer l'intégration du genre dans la gestion des affaires locales et ce, à travers la gendérisation des documents stratégiques de la Fédération, la formation de son personnel mais aussi la mise en place d'un réseau des femmes élues municipales.
- L'accroissement de la capacité des instances gouvernementales à assurer l'intégration du genre dans la gestion des affaires locales à travers une veille genre permanente sur les textes de lois et les politiques publiques.

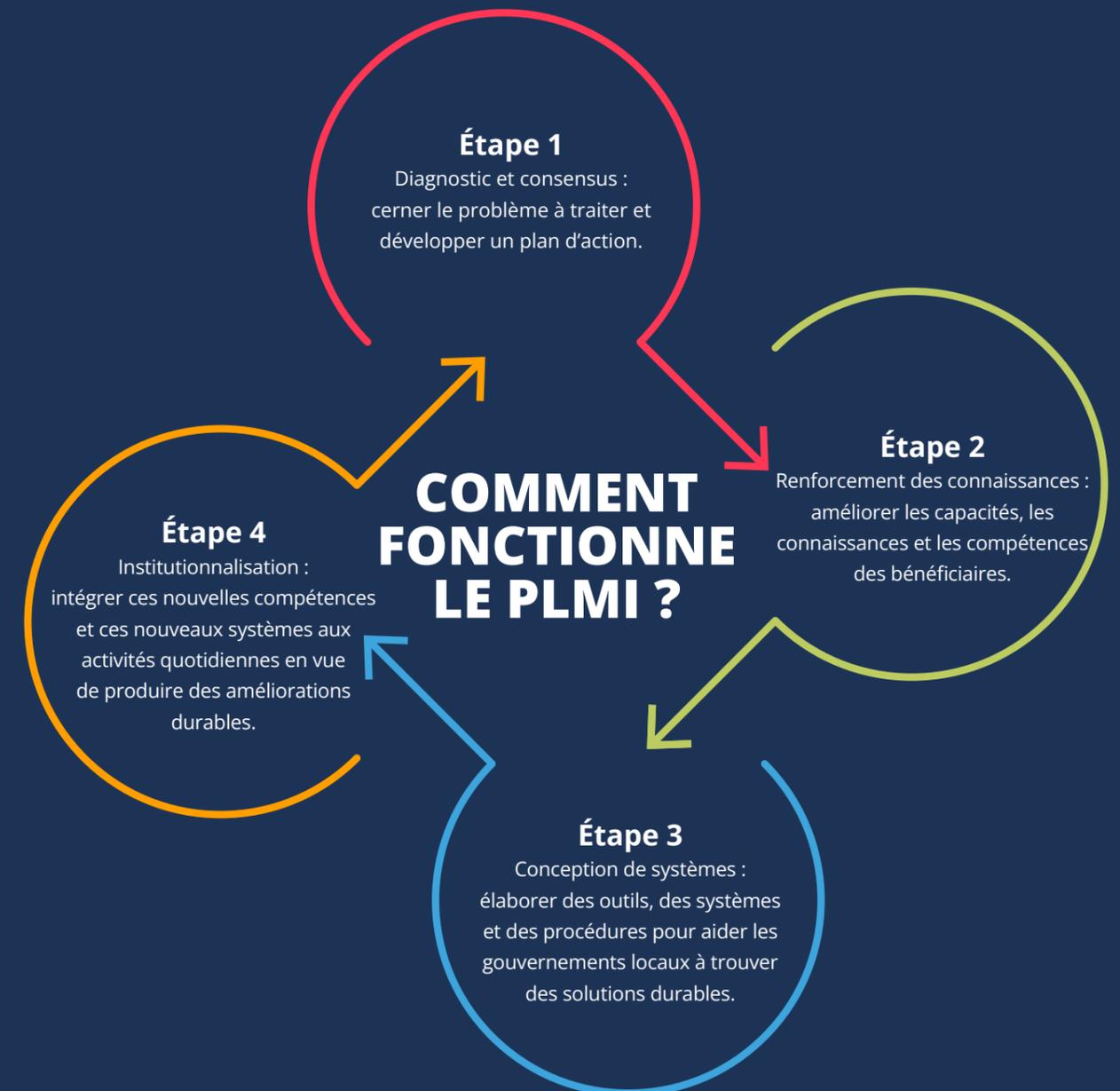
APPROCHE DU PLMI

L'approche du PLMI repose sur la prise de conscience des normes sexo-spécifiques sous-jacentes qui affectent la capacité des élues et des citoyennes à exercer un leadership dans leur milieu. Le projet comprend des interventions directes, auprès d'élues et de citoyennes, en faveur de l'autonomisation des femmes, ainsi que des efforts d'intégration de l'égalité entre les sexes à l'échelle communale et institutionnelle.

Au chapitre des interventions en faveur de l'autonomisation des élues, des programmes de formation sur mesure ont été développés sur la base d'évaluations participatives des besoins et des réseaux d'élues renforcés. Ces interventions ont été planifiées et mises en œuvre en étroite collaboration avec la FNCT, qui est fermement engagée envers l'égalité entre les sexes.

Concernant l'autonomisation des citoyennes, le PLMI a travaillé en étroite collaboration avec des organisations de la société civile, notamment des organisations de femmes, pour appuyer une plus grande participation des citoyennes et des dites organisations au processus démocratique à l'échelle locale. Ces organisations ont joué par ailleurs un rôle clé dans la mise en œuvre effective des services sexo-spécifiques et inclusifs. Ceux-ci représentent à la fois un objectif du projet et une façon d'évaluer l'effet d'une participation plus égalitaire dans les processus de prise de décisions.

Au-delà du renforcement des capacités individuelles des élues et des citoyennes, le PLMI a appuyé le renforcement des capacités des communes afin qu'elles soient mieux outillées pour répondre aux réalités et aux besoins des femmes et des filles. À l'aide d'un outil d'analyse de la capacité organisationnelle (OACO), les conseils et les administrations





C'est sous le thème : «Une Ville inclusive pour une enfance heureuse - VIE » que CILG-VNG International, en collaboration avec l'Observatoire des Droits de l'Enfant et la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes, a lancé le 19 mars 2021, le nouveau « Programme VIE ».

communales ciblées ont identifié leurs priorités en vue de renforcer leur capacité à soutenir l'égalité entre les sexes dans leurs sphères d'influence. Un outil similaire a été utilisé avec la FNCT et le CNP-EGAL afin de les aider à préciser leurs propres priorités.

Focus sur deux projets pilotes dans le cadre du PLMI

Jardin d'enfants municipal « Habib Karma » à Nabeul

Le jardin d'enfants municipal « Habib Karma » a été créé dans les années 1960, il est situé sur l'avenue Habib Karma, au centre-ville de Nabeul, à proximité de la médina. Ce jardin d'enfants a participé à l'éducation de plusieurs générations de femmes et d'hommes de la ville de Nabeul. De nombreuses familles, issues de milieux socio-économiques différents, ont bénéficié des services d'accompagnement fournis par cette institution.

En dépit du manque de ressources disponibles, l'activité du jardin d'enfants « Habib Karma » s'est poursuivie au fil du temps. Néanmoins, son état s'est détérioré : les sanitaires sont devenus insalubres, l'installation électrique ne répond plus aux normes en vigueur, les salles de classe sont mal isolées, la cuisine et l'infirmerie sont peu équipées, le jardin n'est pas entretenu et les jeux proposés aux enfants présentent des risques pour la sécurité, etc.

Par ailleurs, les horaires administratifs du jardin d'enfants « Habib Karma » (8h30-11h30/14h30-16h30) ne sont pas adaptés aux besoins des parents et notamment des mères, qui auraient du mal à prendre en charge les enfants pendant la pause-déjeuner, d'une part et qui souhaiteraient, d'autre part, les récupérer plus tard, pour certaines familles en raison de leurs activités professionnelles.

Objectifs du projet :

Le projet pilote communal de Nabeul, identifié par la commission municipale « Égalité et égalité des chances entre les sexes », vise à :

- Améliorer la fonctionnalité de l'espace afin d'offrir un environnement sécurisé et plus récréatif et épanouissant aux enfants ;
- Fournir un espace de prise en charge des enfants hors horaires administratifs favorisant la conciliation de la vie familiale et la vie professionnelle des parents, notamment des mères ;
- Renforcer les compétences du personnel en matière d'éducation parentale.



Les services sexo-spécifiques fournis

La réhabilitation du jardin d'enfants municipal « Habib Karma » a fourni :

- un service de prise en charge des enfants des deux sexes et un appui dans le développement de services digitaux autour de la prise en charge des enfants ;
- un service d'accompagnement des parents en éducation parentale. Cette initiative a été soutenue par le Rotary Club Néapolis de Nabeul, des acteurs du secteur privé et des citoyen.ne.s de la ville de Nabeul.

Ce projet s'inscrit également dans le cadre de la promotion du concept émergent de « ville inclusive aux enfants » (VIE) et de l'intégration des enfants dans la gestion des affaires municipales. Le concept « VIE » consacre la place et le rôle des enfants, des deux sexes, dans l'action de leur ville et incite les acteurs locaux à l'élaboration de politiques publiques intégrant les besoins et les attentes des enfants, à travers les principes de non-discrimination, de participation, d'accessibilité et de renforcement des capacités de tous les enfants.

« L'enfant, a le droit de vivre dans un environnement sain et on a pu voir une transformation pas seulement au niveau des enfants mais aussi au niveau de l'équipe éducative, l'amélioration et la rénovation du jardin d'enfant leur a donné l'envie de travailler plus, c'est ce qu'on a remarqué, les enfants sont heureux et aussi le cadre ouvrier et maintenant on se bouscule pour inscrire son enfant au jardin d'enfant Habib Karma ... »

Fatma Sethom de l'association « La joie de l'enfant de Nabeul »

2- Festival culturel et sportif du raisin à Fondouk Jedid-Seltene

Afin d'améliorer l'attractivité de la commune de Fondouk Jedid Seltene, ce projet vise la promotion de produits agricoles liés au raisin. Ce projet propose également des activités culturelles et sportives destinées aux habitant.e.s de la commune, en particulier aux femmes et aux jeunes.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Promouvoir l'activité agricole ayant trait à la vigne et ses produits dérivés ;
- Promouvoir le patrimoine architectural et archéologique local ;
- Renforcer le rôle de la commune dans l'animation de la vie publique locale et le développement économique local ;
- Améliorer le rayonnement et l'attractivité de la commune.



Initiative pour une décentralisation efficiente et des municipalités attractives

Financement : Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas

Période : 2019 - 2022

Partenaires Internationaux : Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays Bas ; VNG International.

Partenaires Nationaux : MALE, MEH, IPAPD, FNCT, DU, IFEDA, DGAT, AUGT

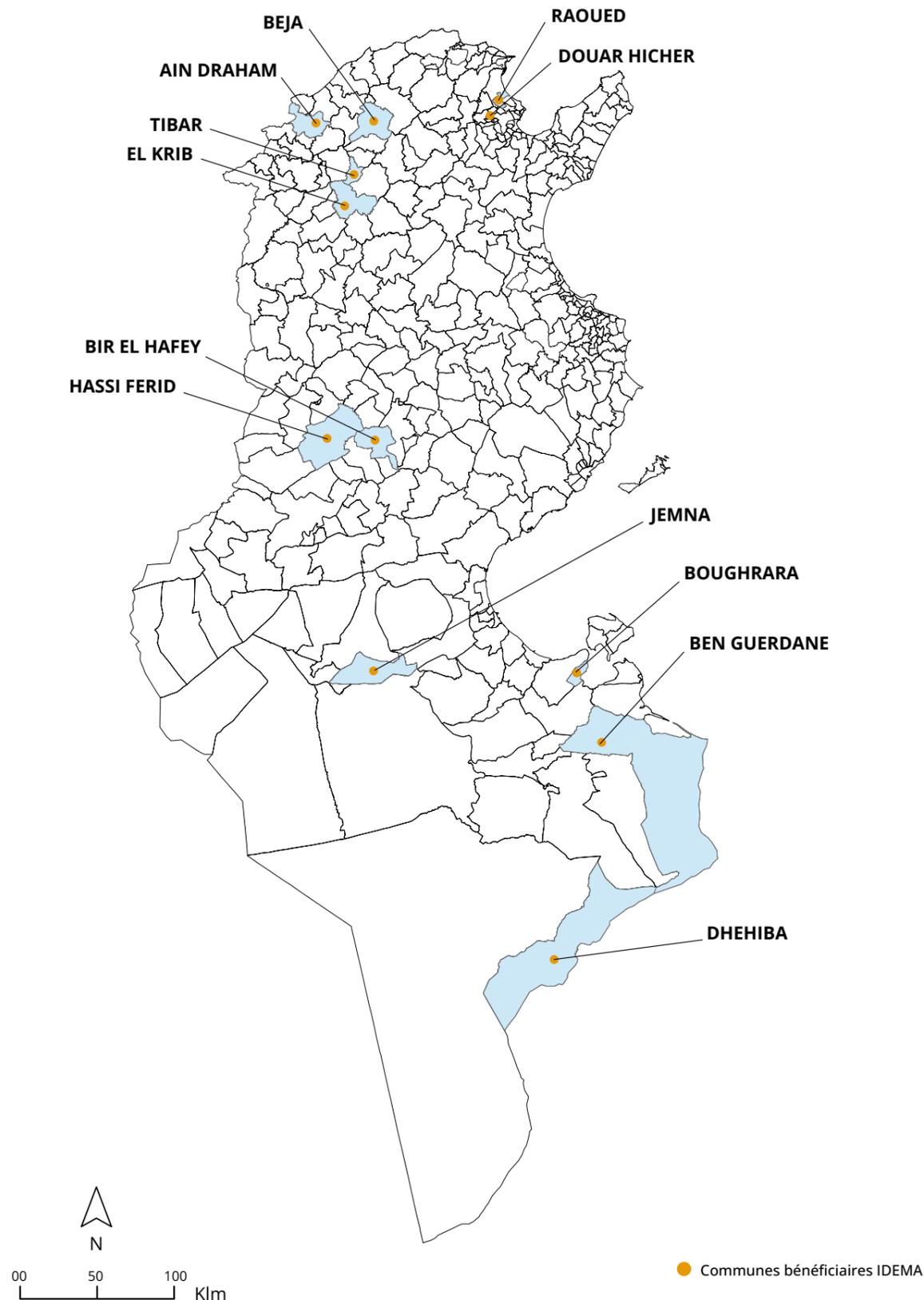
Contexte

Le programme IDEMA est un mécanisme d'appui au processus de décentralisation financé par le ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays Bas avec un budget de 6 Millions d'Euros et appuyé par l'Agence de coopération internationale de l'Association des Communes Néerlandaises, VNG International. Il s'agit d'un appui particulier pour le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, (département des affaires locales du Ministère de l'intérieur depuis octobre 2021) à travers le renforcement de sa capacité en matière de conduite du processus de décentralisation ainsi qu'un accompagnement de 12 municipalités à travers une assistance technique visant notamment la promotion de leur développement économique, l'amélioration de la qualité de leurs services et un appui dans la compréhension et la mise en œuvre de leurs nouvelles compétences, en mettant l'accent sur l'approche participative et la prise en compte des besoins et des rôles des femmes, des jeunes et des groupes défavorisés. Également, une partie du budget est dédiée au financement de projets pilotes.

Les municipalités partenaires situées dans la périphérie du Grand Tunis (Douar Hicher et Raoued), le Nord-Ouest (Ain Draham, Béja, Krib, Thibar), le Centre Ouest (Bir Lahfay, et Hessi Ferid) et le Sud (Ben Guerdane, Dehiba, Boughrara, et Jemna).

Objectifs du programme

Le programme IDEMA s'articule autour de trois composantes stratégiques qui visent à terme le renforcement des acteurs centraux et locaux de conduite et de mise en place du processus de décentralisation et sa pérennisation.



- Une consistance Nationale : ensemble pour réussir la réforme

Un appui pour un ensemble d'institutions principalement le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement « MALE » (actuel Ministère de l'Intérieur), l'Instance de Prospection et d'Accompagnement du Processus de Décentralisation « IPAPD », Ministère de l'Équipement et de l'Habitat « MEH » dans le processus de transformation initié par la décentralisation effective de certaines compétences notamment en matière de planification urbaine. Cette composante comporte un accompagnement spécifique en matière de repositionnement des autorités centrales dans le modèle décentralisé, afin d'assurer de nouvelles modalités d'action en support aux collectivités locales.

IDEMA pour un processus de décentralisation efficient et participatif

- Une consistance locale : pour une gestion plus efficiente des services locaux

Un accompagnement des municipalités pour une meilleure planification systématique de leurs actions, une gestion plus efficiente de leurs services et pour impulser un développement économique local.

L'assistance comporte également un appui financier pour concrétiser des initiatives pilotes visant le développement économique et social au sein de ces communes.

IDEMA pour des municipalités attractives et performantes

- Une consistance locale – Une approche participative inclusive

Cette dimension porte sur la gouvernance et traite des actions qui se rapportent à la participation citoyenne, à l'implication de la société civile, à la transparence et à la redevabilité.

Il s'agit de la promotion de la participation citoyenne dans l'élaboration des documents de planification et de gestion de l'espace, visant une meilleure intégration des jeunes, des femmes et des populations précaires ou exclues dans la prise de décision locale et favorisant la transparence et la redevabilité des acteurs locaux vis-à-vis des citoyens.

IDEMA pour une gouvernance locale participative et inclusive

Les réussites du programme IDEMA à mi-parcours

Niveaux stratégiques de soutien à la conduite de la réforme de la décentralisation

La mise en place d'un dispositif de suivi de la situation des communes nouvellement créées « CNCs » a permis de disposer d'un système décrivant l'état des lieux des CNCs après quatre ans de leur création. La mise en place d'un système de monitoring et d'évaluation de la feuille de route de la décentralisation, dans son format actuel définit un cadre de mesure à travers des indicateurs renseignant sur le degré d'avancement dans la réalisation des actions de la réforme, et comporte le développement d'une application informatique permettant à l'IPAPD de suivre et mesurer l'état d'avancement de la mise en place de la feuille de route. La réalisation d'une étude analytique du processus de planification municipale a été effectuée pour apporter un éclairage sur les différentes expériences actuelles de planification municipale, dans une logique d'unifier et de standardiser ce processus et également définir les modalités de réalisation des PDL, tout en tenant compte de la dimension « genre et participation ». La composante nationale du programme prend en charge un rôle important dans l'appui des réformes à travers la contribution à la consultation nationale sur le processus de décentralisation mené par l'IPAPD et ce, par la mobilisation de l'expertise et la formation des acteurs locaux aux phases de préparation et de synthèse pour plus d'opérationnalisation, efficacité et efficacité au moment de la consultation.

En outre, une stratégie de renforcement institutionnel et de repositionnement de la direction de l'urbanisme, de la direction générale de l'aménagement du territoire et de l'Agence d'Urbanisme du Grand Tunis a démarré pour appuyer ces structures dans leur reconfiguration organisationnelle et fonctionnelle et leurs représentations territoriales tenant compte du transfert de la compétence de l'aménagement urbain vers les communes, suite à l'adoption du Code des Collectivités Locales.

Des services municipaux efficients et une approche pour le développement économique local

La deuxième composante du programme IDEMA intervient sous forme d'une assistance technique directe auprès des 12 communes à travers un ensemble d'activités pour améliorer les services municipaux notamment la gestion des déchets et la gestion des espaces publics, et établir une démarche participative et inclusive de développement économique par le biais de la mise en place d'un business forum local. L'appui en matière de planification est complété par la concrétisation des projets pilotes mettant en pratique les nouveaux schémas de planification et de gestion.

Les interventions se concentrent sur le renforcement de capacités des acteurs locaux par des formations et des workshops, un apport technique par l'élaboration de plans de gestion des services aux citoyens, des stratégies de développement urbain et économique et une réalisation de Projets Pilotes directement sur le territoire des communes, au bénéfice des municipalités et de leurs partenaires techniques et associatifs.

Bilan et résultats

Conforter la commune dans son rôle d'animateur économique local



Amélioration de la qualité des services municipaux



Une approche participative plus efficace et une responsabilisation renforcée

Renforcer le cadre participatif

La participation effective des citoyen.n.e.s dans le processus de développement local constitue un des défis majeurs pour l'instauration d'une culture de bonne gouvernance et de démocratie participative au sein des collectivités locales.

Un accompagnement fondé sur le renforcement de l'implication des citoyens des différentes circonscriptions municipales, des diverses catégories sociales, des jeunes, des femmes et des groupes défavorisés dans l'action locale et l'inclusion de leurs besoins dans les plans de développement municipaux, et ce, à travers les démarches suivantes :

- Les formations et la sensibilisation des fonctionnaires, élu(e)s et les acteurs de la société civile sur l'importance et aux modalités de l'approche participative.
- Le coaching technique des communes pour vulgariser les informations aux citoyens et pour élaborer les documents de diagnostics techniques et financiers d'une manière accessible aux citoyens.
- Le coaching pointu des communes pour la préparation des sessions participatives prenant en considération les circonstances sanitaires récentes.
- L'élaboration des plans de communication destinés à la mobilisation des citoyens lors des sessions participatives en intégrant les répercussions des circonstances sanitaires pour l'année 2020 et 2021.
- La proposition des mesures nécessaires pour améliorer le cadre et le processus participatif malgré les circonstances sanitaires à partir de 2020.
- L'accompagnement dans la conduite de l'approche participative dans l'ensemble des phases des projets d'élaboration des stratégies de développement (stratégies de développement des villes, stratégies de développement économiques, la gestion des espaces publics...).

Des outils et mécanismes de la redevabilité mis en place

Une stratégie a été dédiée et orientée autour de la transparence, la sensibilisation de l'importance de la redevabilité sociale, la lutte contre la corruption et la protection des données des citoyens, et ce, à travers le développement des outils qui garantissent la propagation et l'accès aux informations, l'amélioration de la visibilité sur le travail communal, le renforcement du contrôle sur les procédures afin de réduire les failles de corruption, et la protection des informations personnelles des citoyennes et des citoyens.

Cette sensibilisation a été menée à travers la mise en œuvre d'un **guide de référence sur la redevabilité à l'échelle locale** afin de doter toutes les parties prenantes d'une connaissance pratique des mécanismes de la redevabilité et de la transparence et pour outiller les acteurs locaux par des compétences fondamentales afin d'adhérer et adopter ces outils.




دليل المساءلة الاجتماعية على المستوى المحلي











Ministry of Foreign Affairs

Également, la mise en place de la solution digitale « CIVITAS » pour le compte de 7 municipalités visant l'amélioration des services municipaux, la simplification des processus et l'optimisation opérationnelle. CIVITAS est une solution de digitalisation des services municipaux de l'octroi de permis de bâtir, de demandes d'accès à l'information et de gestion des réclamations.

CIVITAS مع

حياتك أسهل

تيلشرجي application على تليفونك بش تنجم تبعث مطالب



البلدية بش تجاوبك بأسرع ما يمكن على التطبيق هذي



Android: <https://bit.ly/3yekY2Q>



iOS: <https://apple.co/3hp6RAN>



Projets pilotes : IDEMA pour de meilleurs services locaux et un développement local inclusif

Les projets pilotes se répartissent en deux catégories, les projets d'amélioration des services de gestion des déchets et d'aménagement et gestion des espaces publics et les projets de développement économique local. Quinze projets ont été réalisés.

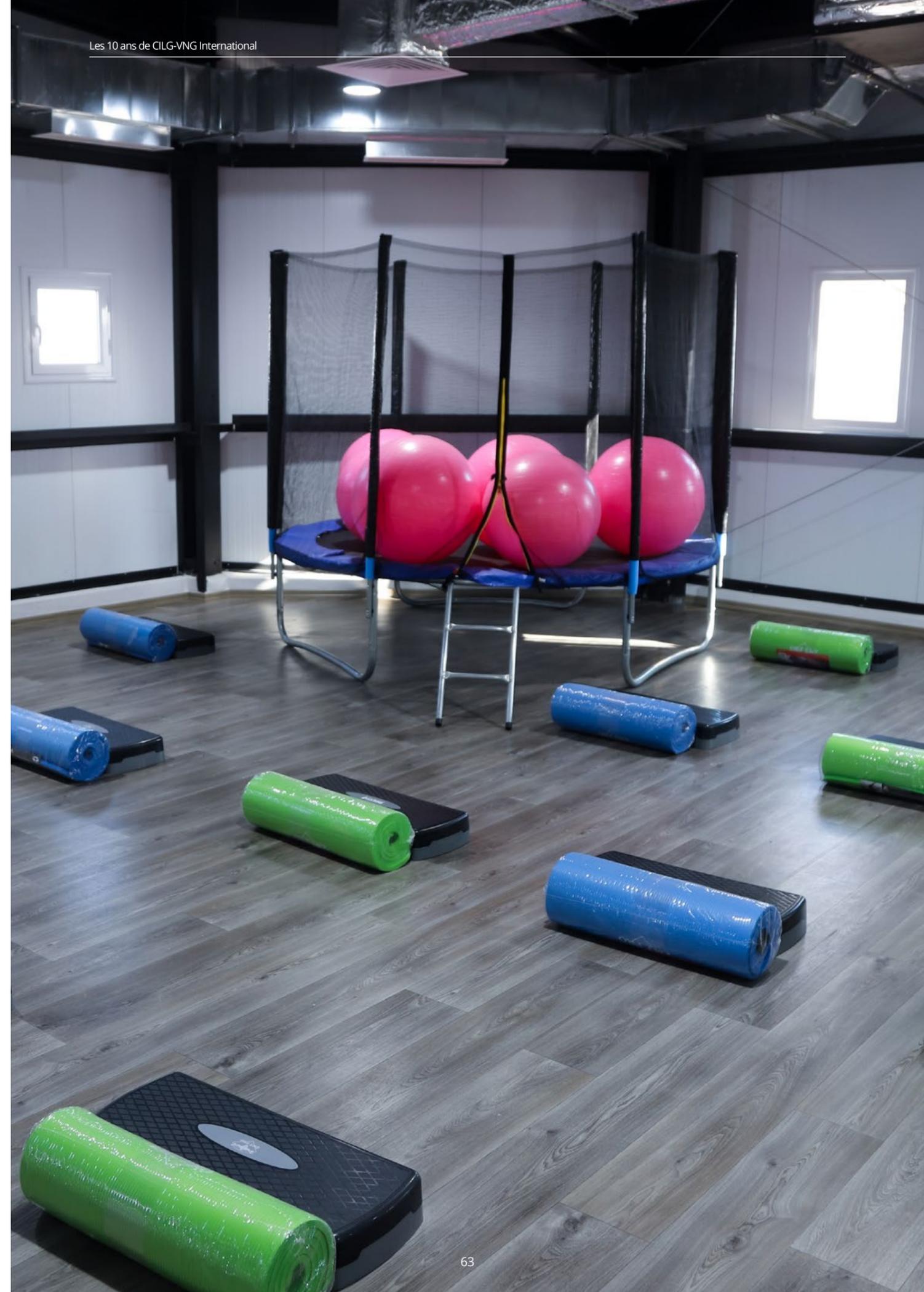
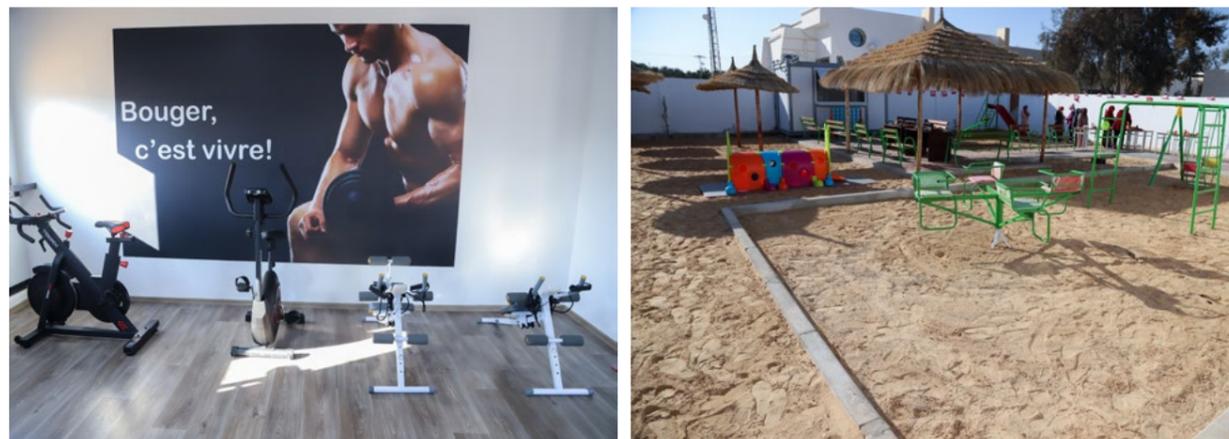
- Amélioration des services de gestion et de collecte de déchets à travers l'acquisition de matériels et d'équipements pour quatre communes : Thibar, Hassi lefrid, Bir Lahfey et Dehiba.
- Projet de mise en place de solution intelligente pour la collecte, la gestion des déchets au service des citoyens, administration municipale et chauffeurs - Clean8.
- Projet enfance : Ville inclusive pour une enfance heureuse - Fablab Mobile et 3 Clubs technologiques locaux dans les villes de Hassi Frid, Regueb et Bir Lahfay.
- Jemna Gym - Salle de sport et espace de loisirs dédié aux femmes et aux enfants.
- Appui de 29 agriculteurs de la commune de Dhehiba.
- Aménagement d'un espace commercial et public à la placette ESSABALA.
- Aménagement d'un espace familial et de loisirs à Boughrara.
- Aménagement d'un espace familial et de loisirs à Douar Hicher.
- Aménagement d'un parcours de santé à Raoued.
- Aménagement de l'espace de l'indépendance à Ben Guerdane.
- Aménagement de l'espace familial et de loisirs à Ain Drahem.

Focus sur quelques projets pilotes réalisés dans le cadre du programme IDEMA

Salle de sport et de loisirs municipale pour femmes et jeunes - commune de Jemna

Objectifs du projet :

- Soutenir la capacité de la municipalité dans la conception et la réalisation des projets,
- Créer et développer les services fournis par la municipalité aux citoyens dans le domaine des loisirs et de l'activité sportive, en particulier ceux destinés aux femmes et aux jeunes,
- Stimuler le développement économique local et créer de nouveaux emplois,
- Créer un espace public de loisirs et d'épanouissement pour les citoyens et citoyennes,
- Fournir des ressources financières supplémentaires à la municipalité afin d'investir plus dans le développement local et d'améliorer les services.



Amélioration des services de gestion et de collecte de déchets des communes de Dhehiba, Bir Lahfay, Hassi Ferid et Thibar

4 projets issus des Plans Communaux de Gestion des Déchets

Le projet de gestion de déchets vise principalement l'organisation et l'amélioration de la fonction de maintenance et la modernisation du service de gestion des déchets dans sa globalité et le renforcement des capacités des agents municipaux à travers l'acquisition de nouveaux matériels et équipements.



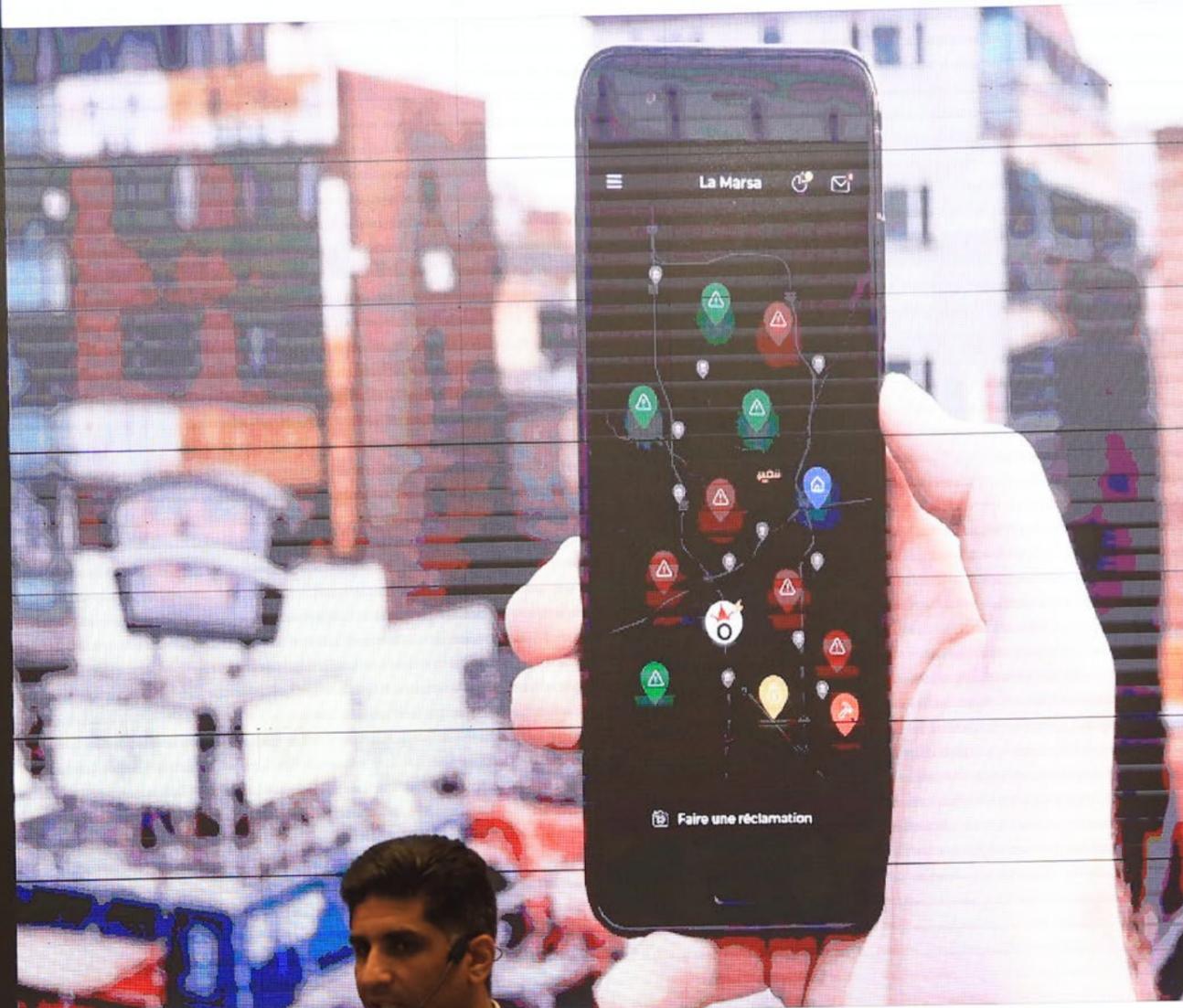
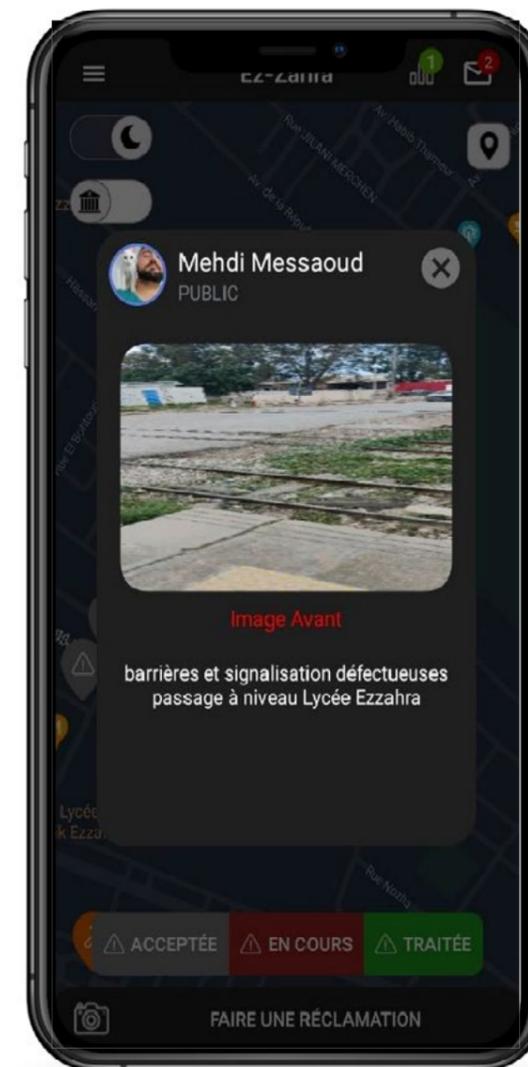
Projet de mise en place de solution intelligente pour la collecte et la gestion des déchets au service des citoyens, administration municipale et chauffeurs - Clean8

Pour assurer la modernisation et la digitalisation du service de gestion des déchets, le programme IDEMA a équipé les 5 communes de la solution clean8 : Thibar, Bir Lehfe, Hassi Lefrid, Dhehiba et Raoued. Il s'agit d'un outil de prise de décision à travers un tableau de bord web permettant de gérer les réclamations des citoyens, optimiser les ressources humaines et matérielles ainsi que les circuits de collecte de déchets, partager les informations avec le citoyen : travaux, coupure d'électricité, projets...

Mise à disposition des chauffeurs, l'application sur tablette clean8, leur permet de communiquer directement avec la municipalité et de l'alerter en cas de problème empêchant l'enlèvement des déchets, le remplissage des camions et de suivre les circuits de collecte. Le citoyen maintient une information instantanée et précise sur le passage des engins. Il peut aussi envoyer des réclamations et consulter les informations qui concernent sa commune.

Les résultats de cette solution permettent un gain au niveau de temps de collecte des déchets, de la consommation du carburant, une intervention instantanée pour résoudre les problèmes rencontrés et une meilleure entre le citoyen et la commune.

Clean 8



Fablab Mobile et 3 clubs technologiques locaux

Le Programme IDEMA a promu le concept de la ville "Amie de l'Enfance" à travers la création d'un Mobile Fab Lab et de trois clubs locaux dans les communes de Hassi El Ferid (Gouvernorat de Kasserine), Bir Lahfey (Gouvernorat de Sidi Bouzid) et Regueb (Gouvernorat de Sidi Bouzid).

Inauguré en juin 2021, le mobile Fab Lab est un camion équipé d'un ensemble de matériels de pointe en termes de technologies et sert à fabriquer les produits conçus dans les 3 clubs locaux mis en place dans les communes en question.

Le camion est équipé par un système photovoltaïque et choisi de manière à lui permettre de se déplacer dans les zones rurales les plus difficiles et ce, dans un objectif de faire bénéficier les élèves des écoles situées dans des agglomérations isolées.

Ce projet intercommunal a permis la participation de 180 enfants des communes concernées, selon un modèle d'exploitation convenu et le recrutement de quatre FABLAB managers. Ce Fab Lab est géré par l'ISET de Sidi Bouzid en collaboration avec une Organisation de la Société Civile régionale. Actuellement, le programme IDEMA est en train d'appuyer l'ISET et les communes afin de mettre en œuvre un modèle d'exploitation durable. Un démarchage des investisseurs régionaux est en cours pour vendre l'espace publicitaire sur le camion et ce, pour garantir les ressources financières pour gérer et maintenir ce projet.

Ce projet vise aussi de :

- Intégrer les droits de l'enfant et des jeunes dans la gouvernance et planification communale et créer une dynamique socio-professionnelle.
- Amorcer une dynamique économique innovante et fournir un appui à l'innovation pour les entreprises locales et régionales (prototypage, expérimentation...).
- Créer un projet à caractère solidaire par les contributeurs, envers les utilisateurs et par sa dimension mobile.
- Initier l'intercommunalité dans les réflexions communales, à travers la création de projets communs, garantissant efficacité et durabilité.
- Favoriser la collaboration entre l'ISET (organisme d'enseignement supérieur) et les acteurs locaux dans la recherche scientifique et l'innovation technologique.



المعهد العالي للدراسات التكنولوجية بسيدي بوزيد



Appui de 29 agriculteurs de la commune de Dhehiba et électrification de 29 puits à l'énergie photovoltaïque

Ce projet vient renforcer les efforts de la commune à orienter les jeunes vers l'investissement dans le secteur agricole comme alternative au commerce informel et les risques qui lui sont associés.

Le projet a consisté à appuyer 29 nouveaux agriculteurs à travers l'électrification avec l'énergie photovoltaïque de leurs puits afin d'exploiter les ressources hydriques disponibles et développer leur agriculture. Aussi, IDEMA a aussi fourni 10 600 oliviers à ces agriculteurs pour les encourager à lancer leurs projets.

Il est à noter qu'avant la réalisation de ce projet, les agriculteurs étaient obligés de pomper l'eau (parfois à une profondeur est de 160 m) avec des moyens classiques ce qui représentait une grande contrainte pour développer leur activité.

Le programme IDEMA a aussi mobilisé l'expertise nécessaire pour appuyer ces nouveaux agriculteurs dans le domaine de plantation des oliviers et de leur suivi jusqu'à la production.

Aujourd'hui, ce projet a permis de développer d'autres plantations notamment biologiques qui sont déjà exposées dans les marchés locaux et internationaux.

Le projet permettra à moyen terme (généralement les oliviers sont productifs à partir de la 3ème année) de :

- encourager la jeunesse de la commune à investir dans l'agriculture,
- créer 80 emplois lors de la saison de collecte,
- fournir environ 200 000 litres d'huile d'olive annuellement soit l'équivalent de 1,6 million de dinars par an.





Programme de soutien à la jeunesse tunisienne

Financé par : l'Union Européenne, Le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

Au profit de : Ministère de la Jeunesse et des Sports, Centres de détention de jeunes (ministère de la Justice)

Politique jeunesse et participation des jeunes dans les politiques publiques en Tunisie

Répondant aux priorités de la politique de coopération avec la Tunisie, l'UE a initié en collaboration avec l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Tunisie et en partenariat avec l'État Tunisien un programme de soutien à la jeunesse tunisienne sous le nom du « **Programme EU4Youth** ». L'objectif général de ce programme est de contribuer à l'amélioration de l'inclusion économique, sociale et politique des jeunes tunisien(ne)s les plus défavorisé(e)s à travers une approche de développement local.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet « Politique jeunesse et participation des jeunes dans les politiques publiques en Tunisie » (2021 – 2025) dont l'objectif est d'assurer l'intégration des jeunes (18 à 35 ans), à travers des mécanismes soutenables, dans les processus décisionnels des politiques publiques qui les concernent et les affectent aussi bien au niveau local qu'au niveau national.

VNG Internantional et CILG-VNG International sont responsables de la mise en œuvre de ce projet.

Le projet se propose d'atteindre les deux résultats suivants, à savoir les jeunes et les problématiques liées à la jeunesse sont inclus dans :

- 1- la conception et la mise en œuvre des initiatives et politiques publiques locales, en cohérence avec la planification municipale¹⁾, identifiés et mis en œuvre en concertation avec les organisations de la société civile de la commune.
- 2- les politiques nationales et les systèmes de gouvernance régionaux et locaux de mise en œuvre des dites politiques.

Le projet œuvre également en faveur de la société civile avec un appui technique et financier pour renforcer les initiatives associatives en faveur d'un engagement des jeunes dans des activités d'intérêt général et dans la vie communautaire.

Enfin, le projet appuie le Ministère de la Jeunesse et des Sports dans ses efforts de riposte à la pandémie de la COVID-19 et ses répercussions socio-économiques sur les jeunes (particulièrement ceux en situation de vulnérabilité), et ce à travers la création de projets, l'achat d'équipement sportifs (pour des associations et les jeunes dans les centres de détention) et l'aménagement d'un terrain multisports.

<p>Projet d'insertion socio-économique de jeunes en situation de vulnérabilité</p> <p>110 projets 110 bénéficiaires</p> <p>13 gouvernorats</p>	<p>Projets portés par des jeunes professeur.e.s d'EPS chômeurs ou en difficulté économique</p> <p>30 projets 60 bénéficiaires</p> <p>National</p>	<p>Don de matériel sportif à des associations sportives fragiles</p> <p>90 associations bénéficiaires</p> <p>7 gouvernorats</p>	<p>Aménagement d'un terrain sportif dans la commune de Smar (Tataouine)</p> <p>Mini-foot / multisport</p> <p>Commune de Smar</p>	<p>Equipements sportifs pour centres de détention de jeunes</p> <p>7 centres</p> <p>National</p>
--	---	---	--	--

1- 10 municipalités seront sélectionnées suite à un appel à candidatures à l'échelle nationale.



Participation Active des Citoyennes et Citoyens Tunisiens – PACT

Organismes de mise en œuvre : ce programme mis en œuvre par NIRAS et la Fondation Hironnelle avec la contribution du CILG-VNG International

Programme financé par : la Coopération Suisse

Organismes partenaires : Instance de Prospective et d'Accompagnement du Processus de Décentralisation (IPAPD), Direction Générale des Programmes Communaux des Conseils régionaux et des Conseils de Districts, Comité Général du Développement Sectoriel et Régional, Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD), Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales (CPSCL), Haute instance des finances locales, La Fédération Nationale des Communes Tunisienne (FNCT).

Bénéficiaires : six gouvernorats : Gafsa, Kairouan, Kasserine, Kef, Sidi Bouzid et Siliana. Sept municipalités : Sisseb Dhriaat, Regueb, Chrayaa Mashrek Chams, Bouzguem, Neber, Bouarada et Krib.

Groupes cibles : les citoyens locaux, plus spécifiquement les femmes et les jeunes, les autorités locales publiques, en particulier les représentants nouvellement élus, et les organisations de la société civile nationales et locales.

Description du projet :

Constituant une partie de la Stratégie de la DDC pour la Tunisie 2017-2020, le programme PACT contribue à la transition démocratique tunisienne en rehaussant la redevabilité, la participation citoyenne et le renforcement des droits humains au niveau du gouvernement local dans certains gouvernorats.

Le but principal du programme est de promouvoir une approche participative au niveau municipal dans la région des Hautes Steppes (comprenant six gouvernorats : Gafsa, Kairouan, Kasserine, Kef, Sidi Bouzid et Siliana), une des régions les plus négligées en termes de développement social et économique.

Le programme applique une approche de Forums communautaires (FC) comme mécanisme de dialogue pour offrir un espace et des outils aux citoyens, OSC et représentants municipaux élus pour renforcer le dialogue et augmenter la participation citoyenne dans les processus de prise de décisions locales (composante 1). Parallèlement, le PACT travaille à renforcer la capacité de la société civile et des acteurs de gouvernance locale à remplir leur rôle à l'intérieur du cadre démocratique (composantes 2 et 3). Cela aura pour effet de créer une spirale positive de confiance mutuelle où les citoyens, et plus spécialement les femmes et les jeunes, seront habilités à émettre leurs opinions et à être entendus ; les municipalités fourniront de meilleurs services et démontreront une responsabilité accrue ; et les citoyens auront confiance dans les actions municipales et seront désireux d'y contribuer.

Composantes du projet :

Composante 1 : Forums communautaires – Participation accrue des citoyens, particulièrement les jeunes et les femmes, dans les décisions publiques au niveau local

Composante 2 : Développement des capacités des représentants nouvellement élus : Capacité améliorée des représentants récemment élus et du personnel visé des autorités locales à appliquer les principes de bonne gouvernance locale (Participation, Transparence, Responsabilité)

Composante 3 : Supporter les initiatives de la société civile sur le contrôle et la responsabilité : Contrôle et surveillance de la performance de la gouvernance locale accru par la société civile (jeunes, femmes et OSC).



Programme d'Appui à la Réforme de Décentralisation, volet institutionnel (PAR-D-I)

Programme financé par : Union Européenne

Mis en œuvre par : le consortium VNG International – GFA – SKL et CILG

Le Programme d'Appui à la Réforme de Décentralisation (PAR-D) réunit deux projets complémentaires financés par l'Union Européenne pour accompagner et soutenir le processus de décentralisation et de déconcentration en Tunisie, piloté par le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement (MALE): un Projets dédié à l'appui institutionnel (PAR-D-I), mis en œuvre par le consortium dirigé par VNG International, et un Projet dédié à la communication sur la décentralisation (PAR-D-Com).

L'objectif global du Projet d'Appui institutionnel est d'accompagner le pays dans **le renforcement du développement territorial et la réduction des disparités locales et régionales dans le cadre du processus de décentralisation.**

Les objectifs sont (1) Soutenir les acteurs clés du processus dans le renforcement institutionnel et organisationnel de la réforme, et (2) contribuer à soutenir les acteurs du processus de mise en œuvre du processus de décentralisation.

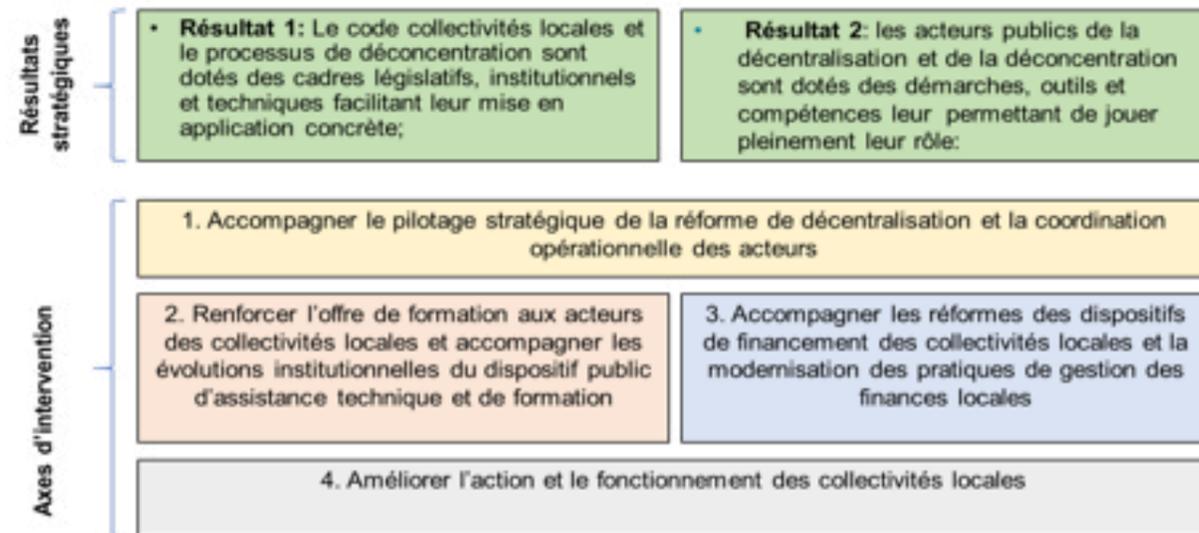
Le projet est structuré en 4 axes d'intervention :

1. Accompagner l'Instance de Prospective et d'Accompagnement du Processus de la Décentralisation (IPAPD) pour renforcer ses fonctions de pilotage stratégique de la réforme et de coordination opérationnelle des acteurs ;

2. Renforcer l'offre de formation accessible aux élus et agents publics des collectivités locales, contribuer à son déploiement et accompagner les évolutions institutionnelles du dispositif public d'assistance technique et de formation des collectivités locales dans une logique d'amélioration de son efficacité, de son efficience et de sa pérennité ;

3. Accompagner les transferts financiers prévus par le Code des collectivités locales et clarifier les modes de gouvernance des compétences partagées aujourd'hui entre l'État et les collectivités locales.

4. Accompagner les transferts de compétence et accompagner les municipalités dans leurs actions et leur fonctionnement via des outils du pilotage et suivi des ressources humaines des **collectivités** locales, ou via le développement de référentiels, guides et manuels.



Services fournis :

• **Composante 1** dédiée à l'amélioration du pilotage et de la coordination de la réforme. Le projet développe les activités suivantes:

- Organisation de la consultation nationale sur la décentralisation,
- Préparation d'un glossaire sur la décentralisation,
- Organisation de rencontres thématiques engageant les acteurs institutionnels et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans la réforme de décentralisation.

• **Composante 2** dédiée au renforcement des capacités. Les activités suivantes sont poursuivies:

- Réalisation d'un baromètre de mesure des attentes des élus et agents communaux en formation et assistance technique, sur la base d'une vaste enquête menée auprès des élus locaux et des agents communaux sur leurs attentes en matière de renforcement de leurs capacités,
- Réalisation d'un guide du gestionnaire municipal - Baladiti - dont la vocation est d'être un véritable vade-mecum des élus et agents locaux dans leur travail quotidien (versions papier et électronique),
- Développement d'une base de données compilant l'ensemble des guides, manuels et ouvrages de référence existants en matière de décentralisation et de gestion des affaires municipales,
- Livraison de six programmes de formation à la prise de fonction, organisés en trente modules de formation, pour les agents d'encadrement des communes devant faire l'objet de recrutements massifs en 2021-2022,
- Réalisation d'un diagnostic du dispositif institutionnel de formation et d'assistance technique aux collectivités locales,
- Réalisation d'une étude sur l'amélioration de l'offre de formation, sur la base de l'enquête précitée et d'ateliers régionaux,
- Préparation d'un diagnostic sur l'organisation et le fonctionnement des divisions aux affaires communales, assorti d'un plan de formation en direction des agents de ces divisions .

• **Composante 3** dédiée à l'accompagnement des réformes des dispositifs de financement des collectivités locales et de modernisation des pratiques de gestion des finances locales. Le Projet développe :

- Un référentiel en matière d'organisation des transferts financiers aux collectivités locales (CL),
- L'opérationnalisation des transferts financiers programmés.

• **Composante 4** dédiée à l'amélioration de l'action et du fonctionnement des collectivités locales. Le projet développe les activités suivantes:

- Préparation d'un document de référence sur les transferts de compétences, de l'Etat vers les collectivités locales,
- Préparation d'un ouvrage sur les modalités de prévention et de traitement des conflits entre les élus et les cadres municipaux,
- Révision du référentiel des métiers des collectivités locales, sur la base du référentiel préparé par le CFAD avec le concours de la GIZ,
- Réalisation d'une étude sur les actions climatiques des communes, en coopération avec le projet Clima-Med,
- Préparation de divers guides, dont un guide sur la coopération décentralisée, et un guide sur l'implication des communes dans l'économie sociale et solidaire, au sens du CCL.



Programme MOUSSAWAT

Renforcer les capacités du Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors et de ses partenaires étatiques et non étatiques pour contribuer à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes

Organismes partenaires : Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Séniors (MFFES) et ses Directions Régionales ; Institut National de la Statistique (INS) ; Ministère du Développement de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI) ; Ministère des Affaires Sociales (MAS) ; Conseil National de la Statistique (CNS) ; Conservation de la Propriété Foncière (CFP) ; CREDIF ; OSC.

Bénéficiaires : Gouvernorats de Kebili, Mahdia et Ben Arous / Municipalités de Fouchana, Mahdia et Douz.

Financement : Délégation de l'Union Européenne.

Groupes cibles : Les membres du conseil des pairs ; Les représentants de l'ARP ; Les médias ; Les services du MFFES responsables de l'audit ; Le personnel de l'Institut national de la Statistique ; Les acteurs institutionnels impliqués dans le système statistique tunisien ; Les responsables de développement bénéficiaires du projet au niveau central, régional et local ; Les cadres de la DGAAF au niveau central et des services déconcentrés du MFFES au niveau régional.

Description du projet :

Le projet « Renforcer les capacités du MFFES et ses partenaires étatiques et non étatiques pour contribuer à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en Tunisie » s'inscrit dans le cadre du Programme de promotion de l'égalité Homme-Femme en Tunisie (PPEFH). Il représente l'axe 1 de ce programme et a pour objectif général de contribuer à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en Tunisie par la réduction des inégalités aux niveaux national, régional et local.

Ce projet est mis en œuvre en Tunisie en consortium avec **GFA Consulting Group**.

Objectifs particuliers :

OP1 - Renforcer les capacités des acteurs institutionnels de la société civile et des médias sur la thématique « Genre ».

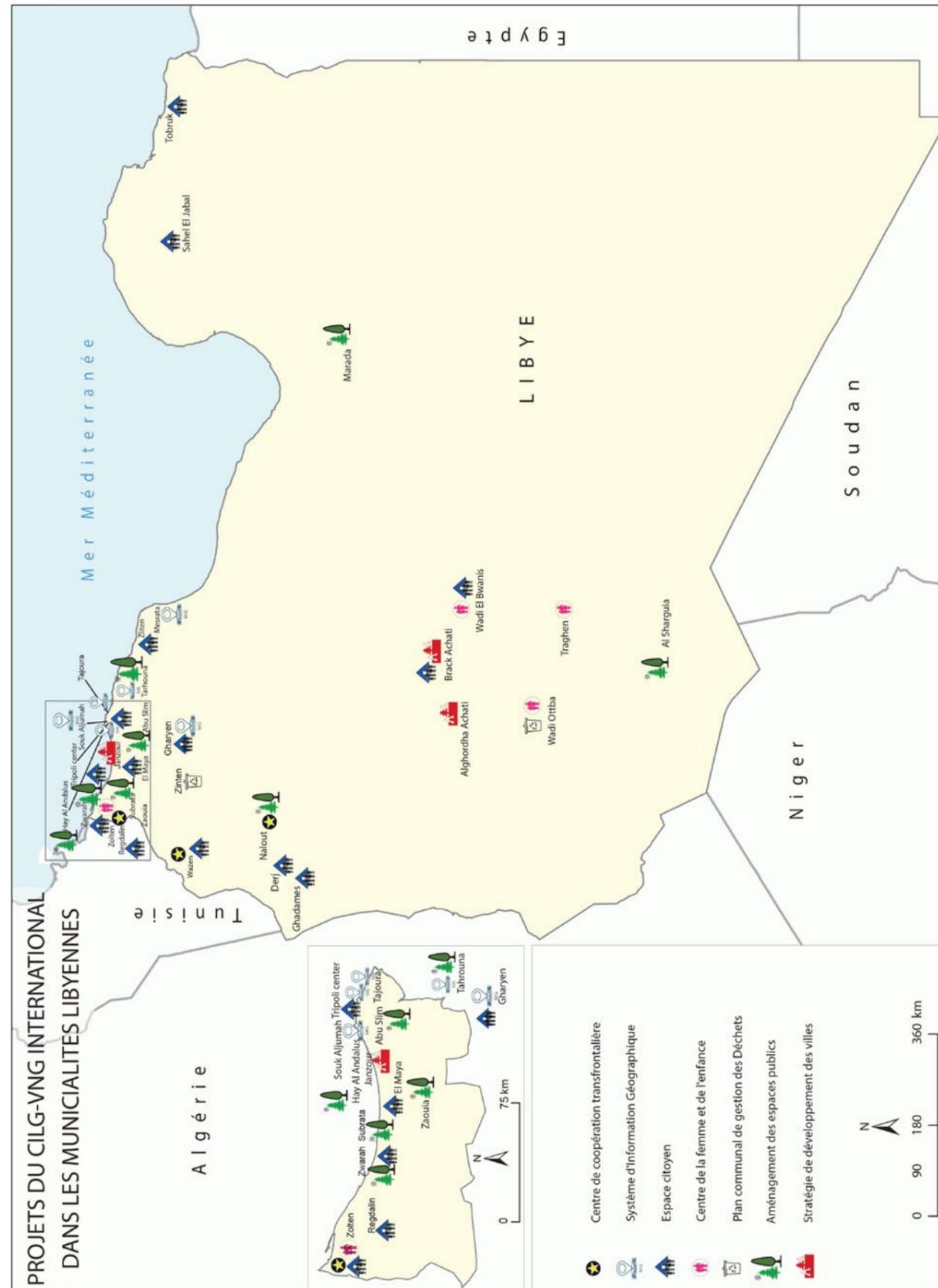
OP2 - Intégrer l'approche Genre dans le système statistique tunisien et plus particulièrement en matière de statistiques désagrégées par sexe.

OP3 - Intégrer l'approche Genre dans la planification et la programmation des politiques publiques et plans de développement au niveau national, régional et local.

Principales réalisations :

- Modules de formation « Budgétisation Sensible au Genre auprès des collectivités locales » et « Planification Sensible au Genre auprès des collectivités locales » destinés aux formateurs du CFAD.
- Manuel d'initiation au genre et à la communication au profit des médias audiovisuels.
- Réalisation d'un Audit genre du Ministère et d'une série de formation en « audit organisationnel », « audit participatif genre » et « leadership transformatif », au profit des hauts cadres régionaux et nationaux.
- Réalisation d'une lecture genre du bulletin trimestriel emploi et chômage.
- Mise en œuvre d'une enquête visant à compléter les indicateurs Genre manquants au dernier rapport genre 2015 réalisé par l'INS.
- Élaboration d'une feuille de route en vue de l'intégration de genre au sein de la plateforme web Statistique Tunisie de l'INS.
- Intégration des modules de formation "les fondamentaux du Genre" et "les indicateurs statistiques sensibles au Genre" dans le Cycle de formation 2019-2020 à ESSAI.
- Production du rapport annuel intersectoriel genre du Conseil des pairs pour l'égalité et l'équivalence des chances entre femmes et hommes.
- Manuel pratique pour l'intégration du genre dans les plans de développement locaux.





ISAL - Programme d'amélioration des prestations de services et de la redevabilité en Libye

Financement : EU and Netherlands Ministry of Foreign Affairs

Période : 2019-2022

Partenaires Internationaux : Democracy Reporting International

Partenaires Nationaux : Ministry of Local Government, Supreme Council of Local Administration, Ministry of Women Affairs, National Municipal Council Association, Women Elected Officials Network

Partenaires locaux : 15 municipalités

L'expérience de CILG-VNG International en Libye

CILG-VNG International dispose d'une longue expérience dans la mise en œuvre de projets en Libye, en particulier avec les autorités locales pour améliorer la prestation de services et la responsabilité au niveau local, y compris les contacts et les négociations au niveau central. En outre et dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés par l'UE, à savoir le Programme de Gouvernance Locale et de Stabilisation en Libye LLGSP et le programme pour la réalisation de Projets Pilotes Locaux LLPP en Libye et l'Amélioration de la Prestation de Services et de la Responsabilité au Niveau Local ISAL, l'expérience de CILG-VNG International en Libye a contribué à soutenir l'émergence d'institutions en charge des affaires locales dans les villes libyennes et d'organisations de la société civile œuvrant dans le champ local en faveur des principes de la citoyenneté.

Le Programme ISAL

Le programme ISAL "Amélioration de la Prestation de Services et de la Responsabilité au niveau local en Libye" est financé par l'Union Européenne et, avec le soutien des Pays-Bas, est mis en œuvre par CILG-VNG International en partenariat avec DRI. ISAL travaille sur des domaines liés à la gouvernance locale démocratique, au développement économique local, à la décentralisation et à la transition démocratique tout en maintenant une intervention horizontale en faveur d'une société civile en général, et plus particulièrement de celle impliquée dans les domaines de la jeunesse et de la femme. ISAL vise à contribuer au processus de transition démocratique et à la stabilisation de la Libye, afin que :

- Les institutions publiques libyennes aux niveaux local et national fassent preuve de capacités accrues, créant un environnement propice à une prestation de services efficace ;
- Les municipalités libyennes et d'autres institutions publiques au niveau local soient mieux habilitées à renforcer la cohésion sociale grâce à une bonne gouvernance et au développement économique local, ce qui augmente l'emploi des jeunes et des femmes
- Les capacités locales sont renforcées pour promouvoir une gouvernance collaborative et une participation étendue au processus de transition parmi la population libyenne.

Focus sur des projets pilotes du programme ISAL

Plan Communal de Gestion des Déchets

Le plan communal de gestion des déchets est un outil de planification stratégique et opérationnelle, visant à améliorer les performances de la commune dans le domaine de la gestion des déchets. Cela implique de rationaliser l'opération de la collecte et de transport des déchets tout en améliorant la propreté et la protection de l'environnement dans le périmètre communal. Les PCGD permettent à toutes les parties prenantes, c'est-à-dire, aux sociétés de gestion des déchets et au Conseil Municipal en collaboration avec la société civile et les partenaires au développement, d'établir un programme pluriannuel des actions, adaptées aux réalités locales.

Objectifs

- Définir les équipements de collecte et les moyens humains nécessaires.
- Élaborer une étude pour le circuit de collecte des déchets.
- Développer la communication avec le citoyen.
- Encourager la collecte sélective et la privatisation.
- Diminuer le nombre des points noirs dans le périmètre communal.

Mécanisme

Le processus d'élaboration du plan communal de gestion des déchets passe par les étapes suivantes :

- Diagnostic de la situation existante en matière de gestion de déchets.
- Identification d'une vision future et élaboration des orientations stratégiques.
- Définitions d'objectifs et d'indicateurs de suivi de la réalisation.
- Élaboration d'un plan d'action par thème
- Formation et sensibilisation des parties prenantes
- Visite d'étude dans une ville qui dispose d'un système évolué de gestion des déchets
- Réalisation d'une activité pilote
- Organisation d'une campagne de sensibilisation dans la ville

Résultats

- La conscience des citoyens de l'importance de la protection de l'environnement dans la ville et leur participation à la réalisation de cet objectif.
- Réalisation de l'étude du Plan Communal de Gestion des Déchets.

- Acquisition de matériel.
- Formation pour les conducteurs d'engins.



L'espace citoyen

L'espace citoyen est un bureau de proximité au sein de la municipalité. Il vise l'amélioration de la relation entre la municipalité et les citoyens. L'objectif principal est le renforcement de la démocratie locale à travers un outil qui met le citoyen au centre des intérêts de la commune et qui stimule la communication et les flux d'information entre les citoyens, l'administration municipale et les responsables municipaux.

Objectifs

- Réconcilier le citoyen avec sa municipalité.
- Offrir aux citoyens un service municipal rapide et efficace
- Recevoir le citoyen dans un espace accueillant

Résultats

- Amélioration de la relation entre les citoyens et la commune.
- L'élaboration d'une application web pour la communication en ligne entre commune et citoyens
- La réalisation d'un espace d'accueil



Centre de renforcement des capacités de la femme et de l'enfant

Il s'agit d'un espace de formation, de divertissement et d'information pour les femmes afin de les aider à mieux assurer leur rôle de citoyennes à part entière, intégrées dans leur environnement. Le centre apporte du conseil et des services pour les aider à développer les capacités de leurs enfants.

Objectifs

- Développer les compétences citoyennes des femmes, les informer sur leurs droits.
- Développer leur capacité à travailler et à consolider leur indépendance financière.
- Accompagner les mères dans leur responsabilité d'éducation.
- Offrir aux enfants un espace convivial d'expression et d'apprentissage alternatif.

Mécanisme

- Formations à l'outil informatique et à l'utilisation saine des réseaux sociaux
- Mettre à disposition une salle de sports et de bien-être pour les femmes
- Mettre en place un dispositif d'apprentissage de type Montessori pour les enfants
- Organisation d'événements, de sorties familiales

Résultats

Les villes disposant d'un Centre de renforcement des compétences des femmes et des enfants parviennent à :

- Fédérer les femmes autour d'une structure qui leur est dédiée, et être ainsi à leur écoute
- Accompagner les femmes en situation difficile, les conseiller
- Diffuser une meilleure culture de l'éducation de l'enfant
- Renforcer le lien entre la municipalité et les familles

Coopération transfrontalière décentralisée

La coopération transfrontalière correspond aux relations de voisinage qu'entretiennent les collectivités territoriales et leurs groupements de part et d'autre des frontières. Elle est facultative et d'initiative locale : les acteurs locaux de part et d'autre de la frontière décident de coopérer sur des thèmes communs. A travers un réseau regroupant 7 villes frontalières de Tunisie et de Libye, de telles initiatives ont été conçues et lancées.

Objectif

- La mise en réseau à l'échelle régionale des villes autour d'initiatives et de projets communs.
- Renforcement de la coopération transfrontalière tuniso-libyenne décentralisée par des relations directes entre les collectivités locales des deux côtés de la frontière.

Mécanisme

- Initiatives Associatives Transfrontalières
- Référentiel Architectural et Paysager
- Planification, Aménagement et Gestion de Parcs Urbains

Résultats

L'association "Notre Fraternité nous Rassemble" avec la collaboration des communes de Dehiba, Wazen et Nalut a organisé le Festival culturel transfrontalier contribuant à la promotion du patrimoine culturel commun de la région et au renforcement des liens entre les villes voisines des deux parts de la frontière tuniso libyenne.

La réalisation d'un référentiel commun pour la conception des espaces publics Dans la région frontalière, ayant comme sources d'inspiration l'architecture locale, les couleurs et matériaux locaux ainsi que les plantes de la région.

La création de trois espaces publics pilotes dans les municipalités de Dhehiba, Wazen et Nalut.

« Les projets du CILG-VNG International ont un réel impact sur les municipalités libyennes. Malgré le contexte sécuritaire très délicat, CILG-VNG International continue à honorer ses engagements et à soutenir les communes dans l'exécution des projets et dans le renforcement des capacités des conseils municipaux et de la société civile. Le programme ISAL sera la continuité de tout un travail fait par le centre depuis des années. Il nous permettra d'améliorer les services municipaux et de soutenir leur indépendance. »

Youssef Al Badri, maire de la commune Gheriane, durant le lancement du programme ISAL en Libye financé par l'Union Européenne.

Réseau des Femmes Élues

Le programme ISAL a réussi à appuyer l'organisation d'une conférence statutaire du réseau des femmes élues Libyennes sous le nom d'un « Appui à la participation locale des femmes en Libye ». Plus de 80 femmes élues à l'échelle locale ont participé à cet événement, en plus d'acteurs nationaux et de parties prenantes nationales et internationales. Un débat exhaustif a eu lieu, dressant un état des lieux de la situation des femmes et discutant des modalités nécessaires pour la consolidation du positionnement et du rôle des femmes sur la scène politique libyenne.

La conférence s'est achevée par l'organisation d'élections démocratiques et transparentes du bureau exécutif et de la Présidente du Réseau. Une victoire importante pour les femmes libyennes et la démocratie.

Ces élections couronnent un travail d'accompagnement et d'appui technique au réseau. Le statut et le règlement internes du réseau ont été révisés et harmonisés avec les lois en vigueur permettant aux membres du Réseau de mener à bien tout le processus électoral.

En outre, une stratégie de plaidoyer a été mise en place par les membres du Réseau avec l'appui du Programme accompagnée par un renforcement des capacités des membres au niveau de la communication et de la prise de parole en public, du lobbying, du plaidoyer, pour augmenter la représentation des femmes dans les Conseils élus, renforcer leur implication dans la prise de décision à l'échelle locale et nationale, et intégrer la dimension genre dans les politiques publiques, nationales et locales.

ISAL
IMPROVING SERVICE DELIVERY AND
ACCOUNTABILITY AT LOCAL LEVEL IN UEA



Ministry of Foreign Affairs

VNG
International



DEMOCRACY
REPORTING
INTERNATIONAL



giz
Systeme International
für Internationale
Administration (SI-IZ) GmbH



المؤتمر التنظيمي لشبكة النساء المنتخبات:
دعم المشاركة السياسية
المحلية للنساء في ليبيا

STATUTORY CONFERENCE OF THE
LIBYAN NATIONAL CONGRESS





Programme LINATAAWAN

Linataawan, cofinancé par l'Union européenne et implémenté par le British Council, ACTED et CILG-VNG International, vise à renforcer le rôle de la société civile dans la gouvernance locale démocratique, la responsabilisation et le développement local en Libye en améliorant les capacités techniques et l'efficacité des organisations de la société civile libyenne afin de participer au processus décisionnel.

Le programme vise également à mieux faire connaître le rôle des OSC auprès des citoyens, des autorités locales et des décideurs politiques en tant que partenaires dans le développement, la planification, la prestation et le suivi locaux.

Le programme a pour résultats trois niveaux :

- Le renforcement ciblé des capacités techniques et organisationnelles des OSC.
- Une infrastructure appropriée est en place pour soutenir les initiatives des OSC, accroître l'engagement civique, faciliter le partage des connaissances et sensibiliser le public aux initiatives et aux réussites des OSC.
- La coopération entre les OSC et l'engagement des OSC dans la gouvernance locale sont renforcés par la mise en œuvre d'initiatives concrètes au niveau communautaire.



Activités pour CILG-VNG International

Fonds pour aider les OSC à établir des liens et à harmoniser la capacité accrue des OSC et des municipalités

CILG-VNG International contribue notamment au troisième résultat du programme. A cet effet 10 projets pilotes sont réalisés par la société civile locale, avec l'accompagnement, l'assistance et le financement du projet Linataawan pour notamment :

- Améliorer les capacités des OSC locales et des parties prenantes locales.
- Renforcer leur capacité à réaliser des projets réalistes, utiles en partenariat avec les municipalités.



Projets pilotes municipaux visant à améliorer l'inclusion des femmes et des jeunes dans les politiques et projets locaux

3 projets pilotes sont réalisés par les municipalités (conception et mise en œuvre) avec la participation des OSC locales et l'accompagnement, l'assistance et le financement du programme **Linataawan** dont la finalité est de:

- Améliorer les capacités des municipalités dans la conduite d'actions participatives.
- Renforcer la collaboration entre les municipalités et les OSC.





THE HAGUE ACADEMY FOR LOCAL GOVERNANCE - CILG VNG INTERNATIONAL

Programme SHIRAKA

Chaque année, dans le cadre d'une initiative du Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, le programme SHIRAKA, « The Hague Academy for Local Governance » organise en collaboration avec CILG VNG International des sessions de formations en Tunisie autour de deux thèmes : Gouvernance Locale, Emploi et Affaires Sociales.

Les deux formations Emploi, Affaires Sociales et Gouvernance Locale ont pour objectif d'approfondir les connaissances des participants qui sont des fonctionnaires et des hauts cadres de plusieurs pays cibles, à savoir Tunisie, Libye, Liban, Egypte, Arabie Saoudite, Iraq, Jordanie, Palestine, Maroc, Algérie, dans le domaine des affaires sociales et des politiques de l'emploi et dans le domaine de la Gouvernance Locale.

Cette formation vise à renforcer leur capacité à contribuer efficacement à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques publiques efficaces dans leur pays d'origine. Pendant les cours, les participants ont de nombreuses occasions de partager leurs expériences entre eux ainsi qu'avec leurs collègues des Pays-Bas afin de stimuler les réseaux internationaux entre fonctionnaires.

L'objectif des cours est d'inciter les fonctionnaires travaillant dans le domaine des affaires sociales et de l'emploi et dans la Gouvernance à partager leurs connaissances et leurs compétences leur permettant de diriger et d'inspirer la modernisation des affaires sociales et de l'emploi ainsi que le modèle de la gouvernance locale dans leurs pays d'origine.



Emplois et Affaires sociales

La durée de la session aux Pays-Bas s'étale sur dix jours :

- Des sessions d'experts pour que les participants apprennent et discutent des principaux concepts et éléments des affaires sociales et de l'emploi,
- Visites d'étude auprès d'organismes gouvernementaux néerlandais pour apprendre de leur expérience en matière de gouvernance locale,
- Des sessions interactives permettant aux participants de développer des compétences pratiques telles que la gestion du changement ou les compétences en négociation,
- Des programmes sociaux pour faciliter le développement du réseau entre les participants et leurs homologues néerlandais.

En Tunisie

La dernière semaine est en Tunisie avec un retour sur les connaissances acquises durant la première phase,

- Des visites d'études dans les différents ministères et administrations tunisiennes comme le ministère des affaires Sociales, le ministère de l'intérieur, l'Union Générale Tunisienne du Travail ,
- Des visites à des projets d'entreprenariat financés par CILG VNG International dans le cadre de l'exécution de leurs programmes en Tunisie,
- Des réunions de travail animées par des experts tunisiens ou internationaux.



Gouvernance locale

Objectifs

- Accroître la sensibilisation et l'échange de connaissances entre les responsables politiques et les décideurs au niveau des gouvernements nationaux et infranationaux travaillant sur les questions liées à la décentralisation et à la gouvernance locale ;
- Les participants auront une connaissance améliorée des processus de décentralisation, pour les mettre en œuvre et les coordonner dans leurs pays ;
- Les participants seront conscients de l'importance d'une bonne gouvernance locale et auront un aperçu des éléments qui contribuent à des relations inter-administratives efficaces ;
- Les participants seront en mesure d'évaluer le niveau de décentralisation dans leurs pays et auront élaboré un plan d'action pour soutenir davantage la bonne gouvernance au niveau local.

Programme

- Des sessions d'experts pour que les participants apprennent et discutent des principaux concepts et éléments des processus de décentralisation,
- Des sessions interactives permettant de développer des compétences pratiques telles que la gestion du changement ou les compétences en négociation,
- Visites d'étude auprès d'organismes gouvernementaux néerlandais et tunisiens pour apprendre de leur expérience en matière de gouvernance locale,
- Des programmes sociaux pour faciliter le développement du réseau entre les participants et leurs homologues néerlandais et tunisiens.





Programme «Shiraka Algérie»

Contexte :

« Shiraka Algérie - Initiative pour des municipalités efficaces, inclusives et prospères » est un projet financé par l'Ambassade des Pays-Bas en Algérie, mené par la VNG International, en collaboration avec The Hague Academy for Local Governance (THALG) et CILG-VNG International, qui est mise en œuvre depuis 2019 et prendra fin en mars 2022. L'objectif général du projet est d'accompagner l'Algérie dans la mise en place de son processus de réformes pour un développement territorial intégré et une gouvernance locale renforcée et inclusive.

Le partenaire national, ministère de l'Intérieur des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, a soumis neuf projets pilotes, dont quatre ont été retenus par la VNG International, et qui concernent les thématiques suivantes :

1. Planification stratégique du développement local intégré
2. Attractivité économique et compétitivité des territoires
3. Fiscalité locale et gestion du patrimoine
4. Mise en place d'un SIG pour évaluer la dynamique territoriale

La VNG International a accompagné les responsables nationaux de la direction générale des Collectivités locales et la direction générale des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de ces projets, à travers la réalisation des diagnostics in situ, le renforcement des capacités par le transfert du savoir et du savoir-faire néerlandais, et mise à la disposition de livrables au profit de wilayas/communes concernées.

Communes et Wilayas sélectionnées :

La Wilaya d'el Tarf :

La wilaya d'el tarf, qui se trouve à l'Est de l'Algérie, a été sélectionnée pour la mise en œuvre du projet « Mise en place d'un SIG pour évaluer la dynamique territoriale », cinq communes ont été impliquées dans ce projet, qui sont :

El Kala, Oued Zitoun, Ain Karma, Hammam Beni Salah et Bouhadjar

Dans le cadre de ce projet 18 cadres communaux ont bénéficié de deux cycles de formation sur le développement et la gestion d'un système d'information géographique avec l'utilisation du logiciel Qgis. La VNG International a également mis à leur disposition le matériel informatique nécessaire pour la maîtrise du Qgis.

La wilaya de Constantine :

Dans le cadre du projet fiscalité locale et gestion du patrimoine, la wilaya de Constantine a été sélectionnée, un diagnostic a été réalisé dans trois communes, qui sont :

Ain Smara à Constantine, Ouagnouni à Alger et El Harrach à Alger

Trois formations ont été organisées avec la participation des cadres de ces trois communes. La première formation « Formation des formateurs » était destinée aux cadres des wilayas, et la deuxième « Fiscalité Locale » a regroupé des cadres communaux, et la dernière « gestion du Patrimoine » a ciblé cadres nationaux et locaux.

La Wilaya de Mostaganem :

Cette wilaya a été choisie pour le développement d'un projet d'attractivité territoriale, trois communes ont été impliquées, qui sont :

Achacha, Sidi Lakhder et Mostaganem.

Les associations des pêcheurs et les représentants de la société civile de ces communes ont été impliqués dans la réflexion et le montage du projet relatif à la mise en place de trois quais flottants dans les trois communes susmentionnées. Des ateliers participatifs ont été organisés pour le montage de ce projet.

La Wilaya de Boumerdes :

Pour la mise en œuvre du projet Planification stratégique, la wilaya de Boumerdes principalement et d'autres wilaya secondairement ont été sélectionnées, une formation des cadres locaux de ces wilayas et les responsables nationaux de la DGCL ont bénéficié d'une formation sur la thématique « Planification stratégique ».

CILG-VNG International a contribué à la mise en oeuvre des activités en mobilisent l'expérience tunisienne et en confrontant les savoirs dans les deux pays.



Projets en cours, perspectives et priorités pour l'avenir

Charte du Droit à la Ville

C'est à l'occasion de la célébration de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 2021, que la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT) et les parties prenantes du Programme pour un Leadership Municipal Inclusif (PLMI), mis en œuvre par le CILG-VNG International et la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) qu'a été lancé le projet d'élaboration de "La Charte du Droit à la Ville" avec l'appui de l'Association Tunisienne des Urbanistes (ATU). Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du programme PLMI, a pour visée d'apporter un soutien particulier aux femmes élues et à leurs alliés hommes, afin qu'elles/ils influencent les politiques adoptées par les municipalités dans le sens d'une gouvernance locale inclusive qui garantit le droit à la ville.

Cette journée de lancement de la Charte, intervient une année après la présentation d'un Manifeste du Droit à la Ville, qui prenait acte du fait que les droits humains fondamentaux garantis par la législation tunisienne ne couvrent pas tous les aspects du Droit de tous et de toutes à la Ville, à ses ressources, à l'habitat et aux espaces publics, aux espaces de centralité, à la sécurité, à la mobilité, au transport et autres services urbains, à la santé, à la tranquillité et au « bien vivre ensemble ».

Objectifs et approche pour la Charte Tunisienne du Droit à la Ville

La Charte Tunisienne du Droit à la Ville ou la Charte Tunisienne des Droits Humains dans la Ville et son agenda ne relèvent pas d'une étude technique mais d'un processus de concertation multi-acteurs autour de valeurs et principes fédérateurs. Elles seront élaborées de manière participative avec tous les partenaires nationaux, régionaux, municipaux et locaux concernés.

Le processus veillera à valoriser les expériences de Chartes analogues, développées dans le monde à un niveau local, national, régional ou international, notamment la « CHARTE-AGENDA MONDIALE DES DROITS DE L'HOMME DANS LA CITÉ », développée dans différentes villes européennes avec l'appui de la Commission « Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains » de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

La Charte du droit à la ville en Tunisie, s'est fixé comme objectifs :

- d'affirmer et d'inscrire dans une Charte qui aura valeur de contrat social, les principes, les champs prioritaires et les modalités de promotion du « Droit à la ville » pour toutes et pour tous basé sur le droit à un développement urbain durable et inclusif et à la préservation et mise en valeur des ressources naturelles urbaines et patrimoniales,
- de reconnaître la fonction sociale de la ville à travers les processus de planification et de gestion de la ville, la protection (discrimination positive) de l'ensemble des groupes qui doivent recevoir une attention prioritaire et spécialisée dans les domaines publics et privés, pour la réalisation de leurs droits fondamentaux notamment les femmes, les populations pauvres, les chômeurs, les migrants, les travailleurs/seuses du secteur informel, les jeunes...
- d'inscrire le droit à la ville et le principe de la gestion démocratique et inclusive de la ville et de la participation directe de la population, dans le droit de l'urbanisme, de l'environnement et du patrimoine, des eaux et des forêts, après l'avoir fait dans la Constitution en 2014 et le Code des Collectivités Locales en 2018.
- Créer ou d'améliorer l'efficacité des outils de la participation citoyenne dans les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement et du développement local : conseils de quartiers, mécanismes juridiques de consultations publiques, droit d'initiative dans la formulation de propositions, droit de délibérer sur les lois qui touchent le développement urbain, municipal, l'environnement, le patrimoine...

Le lancement du processus d'élaboration de la Charte/Agenda du Droit à la Ville en Tunisie exigera une mobilisation soutenue et une interaction fructueuse entre tous les acteurs concernés au sein du gouvernement, des collectivités locales, de la FNCT, de la société civile, des associations professionnelles, du secteur privé, des médias, des organismes de coopération, du milieu de la culture...

Cette initiative s'inscrit dans un contexte particulièrement complexe et difficile, mais également propice à une action collective innovante qui fera notamment appel à une participation massive des municipalités et autres acteurs locaux, pour la promotion de l'intérêt général et d'un développement urbain durable, inclusif et résilient face aux crises multiformes.



Pour une plateforme maghrébine de la gouvernance locale

A travers des échanges organisés à l'échelle du Maghreb, CILG-VNG International a cherché à mutualiser les savoirs autour des contextes de la gouvernance locale et des processus de la décentralisation dans ces pays.

Il s'agit de constituer des réseaux d'échanges, véritables moyens de confronter les connaissances, de diffuser les démarches, de prise en compte des enjeux spécifiques et également de lobbying autour des principes de la gouvernance locale et de l'inclusivité des politiques publiques locales au niveau du Maghreb. Ce réseautage se décline en deux niveaux :

Le premier est relatif aux politiques de décentralisation. Par la mise en rapport des acteurs conduisant de tels processus sur des contextes, certes différents, mais ayant des déterminants socio-culturels communs, ce réseautage entend développer la coopération directe entre ces institutions dans une logique de valorisation commune du savoir-faire et des ressources techniques.

Le second niveau concerne le développement d'une coopération transfrontalière décentralisée entre collectivités locales dans l'espace maghrébin, susceptible d'apporter des réponses ciblées et partagées à des problématiques communes transnationales.



Projet en cours : Pour une meilleure intégration de la question migratoire dans les politiques locales en Tunisie

Dans le cadre de l'engagement de CILG-VNG International dans le développement d'une gouvernance inclusive, en faveur des groupes en situation de vulnérabilité, de précarité économique et psychologique des deux sexes, y compris les candidats à la migration internationale illégale et les migrants internationaux, ce projet consiste à impliquer les municipalités, d'une part dans l'accompagnement des jeunes de retour d'une migration clandestine, et d'autre part à l'accueil des migrants internationaux ayant franchi les frontières tunisiennes. Ceci afin de permettre d'établir des liens de proximité en vue de répondre aux besoins de ces populations souvent livrées à elles-mêmes.

La Tunisie par son emplacement géographique est souvent considérée comme une porte d'entrée vers l'Europe occidentale : la proximité avec les côtes italiennes et le réseau organisé de trafiquants de migrants sont autant de facteurs qui font de ce pays la plaque tournante qui alimente la migration internationale illégale transportant aussi bien les tunisiens que les subsahariens dans des embarcations de fortune, souvent vouées à couler en pleine Méditerranée.

Dans ce contexte, la Tunisie a un important rôle à jouer pour protéger aussi bien les migrants arrivés en Tunisie, que les candidats à la migration internationale illégale et pour leur assurer des réponses à leurs besoins en matière de droits humains, de santé, d'éducation, d'emploi. À ce titre CILG-VNG International, fort de ses multiples expériences concluantes en matière d'accompagnement de la société civile et des municipalités en matière de gouvernance locale, envisage de contribuer - à travers la consultation des élus locaux, des membres des associations œuvrant dans le domaine et des acteurs concernés par la question de l'immigration internationale clandestine - à présenter des propositions pour une meilleure réponse aux besoins de ces populations dans les meilleures conditions humaines.

C'est ainsi que CILG-VNG International a identifié nombre de domaines d'interventions :

- 1) Renforcer les capacités des municipalités et le tissu associatif pour leur permettre d'appréhender la question de la migration internationale,
- 2) Soutenir les municipalités dans l'intégration de la question de la migration dans la planification territoriale et économique,

- 3) Appui aux instances municipales et à la société civile pour prévenir la migration internationale clandestine,
- 4) Appui aux instances municipales et à la société civile pour une meilleure intégration des migrants internationaux de retour sur le territoire tunisien,
- 5) Appui aux municipalités et à la société civile dans la gestion des migrants internationaux étrangers,
- 6) Développement et renforcement des capacités des acteurs municipaux et associatifs à pratiquer des politiques d'inclusion en faveur des migrants étrangers quel que soit leur statut,
- 7) Accompagnement des municipalités et des organisations de la société civile en vue de favoriser la cohésion sociale.

Perspectives pour l'avenir

Depuis sa création CILG VNG International a joué un rôle catalyseur d'innovation pour une meilleure gouvernance locale et pour des changements positifs pour les communautés.

À l'avenir, fort de son expérience pratique dans la région MENA, de sa force fédératrice, ses réseaux de partenaires et sa capacité de gestion des projets intégrés, CILG-VNG International entend continuer à contribuer à la vision du développement et du pouvoir local, grâce aux connaissances acquises sur le terrain de son équipe dynamique et pluridisciplinaire, à sa capacité d'agilité et de création de synergies entre ses partenaires pour un meilleur développement des villes.

Résultats des programmes et projets en chiffres



200 Projets associatifs 600 Associations bénéficiaires



Publications et guides disponibles en ligne



Liste des sigles et abréviations

ANC	Assemblée Nationale Constituante
ARP	Assemblée des Représentants du Peuple
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CFAD	Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation
CNC	Commune Nouvellement Créée
CPSCL	Caisse des Prêts et de Soutien aux Collectivités Locales
CREDIF	Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur la femme
DANIDA	Agence Danoise de Développement International
DEL	Développement économique Local
DGCL	Direction Générale des Collectivités Locales
FNVT Depuis 2020 FNCT	Fédération Nationale des Villes Tunisiennes Fédération Nationale des Communes Tunisiennes
GIZ	Agence de coopération Internationale Allemande pour le développement
GUD	Gouvernance Urbaine Démocratique
MAC	Ministère des Affaires Culturelles
MAE	Ministère des Affaires Étrangères
MALE	Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
MDICI	Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
MEHAT Depuis 2021 MEH	Ministère de l'Équipement et de l'Habitat
MENA	Middle East & North Africa
MFES	Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors
MFPE	Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
MGL	Ministère du Gouvernement Local
MJS	Ministère de la jeunesse et des sports
ONJ	Observatoire National de la Jeunesse
PCE	Plan de Communication externe
PCGD	Plan communal de gestion de déchets
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
PPA	Projet Pilote Associatif
PPM	Projet Pilote Municipal
SDV	Stratégie de développement de ville
SIG	Système d'Information Géographique
UE	Union Européenne

Partenaires de CILG-VNG International

Depuis sa création en 2012, CILG-VNG International rassemble et fédère des partenaires comprenant des gouvernements locaux et régionaux, les associations les représentant au niveau national, ainsi que des institutions européennes et mondiales et a noué des liens de coopération avec :

Partenaires institutionnels

En Tunisie

- Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
- Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
- Ministère de l'Équipement et de l'Habitat
- Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
- Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors
- Ministère des Affaires de la jeunesse et des sports
- Instance de Prospective et d'Accompagnement du Processus de Décentralisation
- Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation
- Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales
- Haute Instance des Finances Locales
- Fédération Nationale des Communes Tunisiennes
- Assemblée des Représentants du Peuple
- Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur la femme
- Observatoire Nationale de la Jeunesse
- Ministère des affaires Sociales
- Ministère des Finances
- Ministère de l'Agriculture
- Ministère des Affaires Culturelles
- Le Centre d'Information, de Formation, d'Etudes et de Documentation sur les Associations

En Libye

- Ministère du Gouvernement Local
- Ministère des Affaires de la Femme
- Ministère de la jeunesse
- Le haut conseil de l'administration locale/secrétariat général
- Ligue des conseils municipaux
- Commission de la société civile
- Ministère de la planification
- Agence de la planification urbaine

Partenaires internationaux et Bailleurs de Fonds

- Gouvernement des Pays-Bas
- Fédération Canadienne des Municipalités FCM
- Gouvernement Canadien
- Coopération Danoise au Développement DANIDA
- Union Européenne
- GIZ (Coopération Internationale Allemande)
- UNDP (Programme des Nations Unis pour le Développement)
- The Hague Academy for Local Governance
- Banque Mondiale BM,
- Banque Européenne de l'Investissement BEI,
- Agence de coopération américaine USAID,
- Agence Française du Développement AFD
- MedCités
- Cities Alliance

Remerciements : CILG-VNG International remercie tous ses partenaires internationaux et nationaux :

Le Ministère des Affaires Étrangère des Pays Bas, l'Ambassade des Pays Bas en Tunisie et en Libye, l'association des communes néerlandaises VNG, l'Union Européenne UE, La Fédération Canadienne des Municipalités FCM, Affaires Mondiales Canada AMC, L'ambassade du Canada en Tunisie, Le Ministère des Affaires Étrangères du Danemark, L'Agence Danoise pour le Développement DANIDA, l'association Danoise des municipalités KL, L'agence allemande de coopération GIZ, Le Programme des Nations Unis pour le Développement PNUD, UN-HABITAT, La Banque Africaine de Développement BAD, La Banque Mondiale BM, la Banque Européenne de l'Investissement BEI, l'agence de coopération américaine USAID, l'Agence Française du Développement AFD ;

Les partenaires publics institutionnels et de la société civile au niveau local et national dans la région MENA et en Afrique Francophone, qui ont participé à la création et aux activités de CILG-VNG International depuis 10 ans.

CILG-VNG International remercie toutes ses équipes, pour leur engagement et collaboration à l'élaboration de cette publication.

Tél. : +216 71 860 245

Adresse : Imm. Iris - Rue du Lac Malaren - Les Berges du lac I - 1053 Tunisie

www.cilg-international.org | cilg@cilg-international.org

